

PENSIONS ET ALLOCATIONS DE RETRAITE

Les augmentations versées début mai

Les retraités algériens percevront leurs pensions revalorisées dès la première semaine du mois de mai 2026, dans le cadre d'un dispositif exceptionnel mobilisant une enveloppe financière estimée à 88 milliards de dinars. L'annonce est faite, hier à Alger, par le Directeur général de la Caisse nationale des retraites (CNR), Hafid Adrar, qui se veut avant tout rassurante pour les millions de bénéficiaires concernés. P 3



FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Lancement d'un programme de formation en IA

Un nouveau programme de formation en intelligence artificielle (IA) a été officiellement lancé, hier à Alger, marquant une étape importante dans la modernisation du système de formation professionnelle en Algérie et l'adaptation aux mutations technologiques et économiques mondiales.

P 2

TOURISME SAHARIEN

Cap sur 1,5 million de visiteurs à l'horizon 2028

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat a tenu une rencontre nationale consacrée à l'évaluation de la saison du tourisme saharien 2025-2026, dans un contexte marqué par une dynamique jugée positive dans les régions du Grand Sud. Présidée par la ministre, Houria Meddahi, cette réunion a permis de dresser un bilan détaillé de la saison écoulée et de tracer les perspectives de développement d'un segment stratégique pour la diversification de l'économie nationale.

P 5

LA CAMPAGNE DE MOISSON LANCÉE DANS LE SUD DU PAYS

Des prévisions de production prometteuses

La campagne de moisson des céréales a été lancée dans les wilayas du Sud du pays. Les services agricoles de ces régions tablent sur des prévisions de production "prometteuses". En effet, l'amélioration des techniques agricoles, la disponibilité des intrants et une organisation logistique de plus en plus structurée sont des éléments derrière cette amélioration.

P 2

IMPÔTS

**Les adresses du portail
«Jibayatic» et de la plateforme
numérique d'identification
fiscale en ligne mises à jour** P 2

SÉCURITÉ NATIONALE

**L'innovation logistique
au cœur de la stratégie
de la défense nationale** P 5

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**Vers la certification
internationale du système
national (ML3)** P 3

IMPÔTS
Les adresses du
portail "Jibayatic"
et de la plateforme
numérique
d'identification
fiscale en ligne
mises à jour

Les adresses du portail des services numériques "Jibayatic" et de la plateforme numérique d'immatriculation fiscale en ligne ont été mises à jour et seront opérationnelles à partir de ce dimanche, a annoncé la Direction générale des Impôts (DGI) dans un communiqué.

"La Direction générale des Impôts porte à la connaissance de l'ensemble des contribuables que les adresses du portail des services numériques +Jibayatic+ et de la plateforme numérique d'immatriculation fiscale en ligne ont été mises à jour, comme suit : Portail des services numériques +Jibayatic+: jibayatic.mf.gov.dz, Plateforme numérique d'identification fiscale à distance: nifenligne.mf.gov.dz", a précisé la DGI.

Les nouvelles adresses "seront opérationnelles et obligatoires à compter de ce dimanche 26 avril 2026", ajoute la Direction, soulignant que "tous les concernés sont tenus de les utiliser exclusivement étant donné qu'elles relèvent du domaine officiel du ministère des Finances". Cette mise à jour vise à "améliorer la qualité des services numériques proposés et à renforcer les conditions d'accès, pour une sécurité et une fiabilité renforcées", lit-on dans le communiqué.

APS

FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Lancement d'un programme
de formation en IA

Un nouveau programme de formation en intelligence artificielle (IA) a été officiellement lancé, hier à Alger, marquant une étape importante dans la modernisation du système de formation professionnelle en Algérie et l'adaptation aux mutations technologiques et économiques mondiales.

Par Zahir R.

Supervisé par la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nassima Arhab, en présence du ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouaddah, ce programme s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du Président de la République visant à introduire de nouvelles filières dans des spécialités stratégiques et à forte technicité.

Ce dispositif, précise le ministère, traduit une volonté de rupture avec le modèle de formation traditionnel, en privilégiant une approche axée sur le développement des compétences. Il repose sur une ingénierie pédagogique innovante, centrée sur le travail par projet, l'apprentissage expérientiel et la simulation de situations professionnelles complexes, avec pour ob-

jectif de former un capital humain hautement qualifié, immédiatement opérationnel et apte à intégrer des secteurs à forte valeur ajoutée.

Le parcours de formation, d'une durée de 12 semaines, est structuré en deux phases : une première phase intensive couvrant différents champs de connaissances techniques et théoriques, suivie d'une phase dédiée à la réalisation de projets appliqués à caractère intégrateur. L'évaluation des participants s'appuie sur des critères rigoureux fondés sur le mérite, avec des indicateurs précis mesurant l'efficacité, l'innovation et la performance des réalisations.

Dans le même contexte, il a été annoncé la création de la première incubatrice d'entreprises au sein de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle, Centre d'excellence en économie numérique de Sidi Abdellah (Rahmania).

Cette structure vise à accompagner les porteurs

de projets innovants, à valoriser les idées émergentes et à faciliter leur transformation en projets économiques concrets, dans une logique de rapprochement entre la formation et le tissu productif.

Intervenant à cette occasion, la ministre a souligné que ce programme s'inscrit dans une vision globale de refonte du système de formation professionnelle, fondée sur la flexibilité, l'intelligence des dispositifs pédagogiques et l'anticipation des besoins futurs du marché du travail. Elle a également insisté sur l'importance de former des compétences nationales capables de s'insérer efficacement dans les chaînes de valeur mondiales. Ce lancement illustre ainsi l'engagement des pouvoirs publics à renforcer l'économie de la connaissance et à promouvoir l'innovation, en faisant de la formation professionnelle un levier stratégique de développement et de compétitivité.

RELIZANE

Une production de plus de 400.000 quintaux d'olives réalisée

La wilaya de Relizane a enregistré une production avoisinant les 414.000 quintaux d'olives, lors de la campagne de récolte 2025-2026, a-t-on appris, dimanche, auprès des responsables de la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya.

Le chef du service de l'organisation de la production et de l'appui technique au sein de cette direction, Hocine Djebbar, a indiqué à l'APS que

cette quantité a été récoltée sur une superficie estimée à 7.661 hectares de vergers productifs, sur un total de 8.286 hectares consacrés à l'oléiculture dans la wilaya de Relizane.

La production d'olives dans la wilaya, durant cette saison agricole, a dépassé les prévisions, qui avoisinaient les 367.000 quintaux, soit une hausse de 11 pour cent, selon le même responsable, qui a ajouté que cette filière stratégique a enregistré

un rendement moyen de 54 quintaux par hectare, notamment dans les zones connues pour leur forte capacité de production telles que Oued Rhiau, Yellel, Djidiouia et Zemmoura.

La majorité des oliviers de la wilaya est constituée de la variété "Sigoise" à hauteur de 98 %, tandis que le reste est composé des variétés "Sevillane", destinée à la production d'olives de table et "Chemlal", utilisée pour l'extraction de l'huile

d'olive, selon les précisions fournies.

A noter que les oliviers représentent 54 pour cent des arbres fruitiers dans la wilaya de Relizane, grâce à l'adéquation du sol à cette culture, a souligné le même responsable.

La campagne de récolte précédente (2024-2025) avait enregistré une production dépassant 336.000 quintaux, selon la Direction des services agricoles de la wilaya.

APS

LA CAMPAGNE DE MOISSON LANCÉE DANS LE SUD DU PAYS

Des prévisions de production prometteuses

Par Z R.

La campagne de moisson des céréales a été lancée dans les wilayas du Sud du pays. Les services agricoles de ces régions tablent sur des prévisions de production "prometteuses". En effet, l'amélioration des techniques agricoles, la disponibilité des intrants et une organisation logistique de plus en plus structurée sont des éléments derrière cette amélioration.

Ainsi, dans la wilaya d'Adrar, la campagne de moisson du blé vient d'être lancée avec des prévisions particulièrement élevées, dépassant les 1,7 million de quintaux. Cette performance repose sur une superficie de 38.000 hectares emblavés, répartis à travers les principales zones agricoles de la wilaya, notamment dans les communes du sud de la région, où l'agriculture saharienne connaît une expansion continue. Les services agricoles évoquent des rendements pouvant atteindre jusqu'à 80 quintaux à l'hectare dans certaines exploitations, un niveau révélateur des progrès réalisés en matière d'irrigation, d'utilisation de semences améliorées et de maîtrise

des itinéraires techniques en zones arides.

Sur le terrain, les autorités locales ont procédé à une mobilisation massive des moyens matériels et humains pour assurer le bon déroulement de la campagne. Plus de 140 moissonneuses-batteuses et environ 200 camions ont été déployés afin de garantir la rapidité des opérations de récolte et de transport vers les points de collecte. Le wali d'Adrar a, à cette occasion, salué le niveau d'organisation atteint cette saison, mettant en avant la coordination entre les différents acteurs de la filière.

La Protection civile a également été mobilisée en amont pour prévenir les risques d'incendie, particulièrement sensibles durant la période de moisson dans les zones sahariennes. L'un des éléments structurants de cette campagne reste l'implication de la société Agrodrive, filiale du groupe Agrodiv, chargée d'accompagner les exploitations agricoles en matière de mécanisation. Cette intervention s'inscrit dans la stratégie nationale visant à moderniser l'agriculture dans le Sud, en facilitant l'accès aux équipements lourds et en réduisant les pertes liées aux contraintes logistiques. Dans ce dispositif, la Coopérative

des céréales et légumes secs (CCLS) joue un rôle central. En coordination avec les différents partenaires, elle a mobilisé des ressources humaines et matérielles importantes afin d'assurer l'acheminement et le stockage de la production. Dix centres de stockage ont été mis en service à proximité des zones agricoles, permettant d'améliorer la fluidité des opérations et de réduire les délais de traitement des récoltes.

Dans les Hauts plateaux, la wilaya de Khenchela affiche elle aussi des perspectives encourageantes, avec une production prévisionnelle estimée à 1,25 million de quintaux de céréales pour la saison 2025-2026. Cette production se répartit entre 660.000 quintaux de blé dur, 180.000 quintaux de blé tendre et 410.000 quintaux d'orge, traduisant la diversité des cultures céréalières dans la région.

Les services agricoles expliquent ces prévisions positives par des conditions climatiques favorables, notamment des précipitations importantes estimées à 280 mm sur la période octobre-avril, dont 177 mm concentrées entre janvier et mars. Ces apports hydriques ont favorisé la germination et le développement

des cultures, améliorant ainsi les rendements attendus. La répartition géographique de la production met en évidence la complémentarité entre la zone nord de la wilaya, qui devrait produire environ 660.000 quintaux sur plus de 52.000 hectares, et la zone sud, estimée à 593.000 quintaux sur près de 23.000 hectares.

Sur le plan logistique, les dispositifs mis en place témoignent d'un effort important de coordination. La CCLS, en partenariat avec Agrodrive et le groupe Agrodiv, a mobilisé des dizaines de moissonneuses-batteuses et de camions pour assurer le transfert rapide des récoltes vers des centres de stockage dont la capacité globale dépasse le million de quintaux.

En somme, ces performances traduisent une transformation progressive du modèle agricole dans le Sud et les Hauts plateaux. L'intensification de la mécanisation, l'amélioration de l'encadrement technique et la modernisation des infrastructures de stockage constituent des leviers essentiels pour renforcer la productivité et réduire la dépendance aux importations.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PENSIONS ET ALLOCATIONS DE RETRAITE

Les augmentations versées début mai

Les retraités algériens percevront leurs pensions revalorisées dès la première semaine du mois de mai 2026, dans le cadre d'un dispositif exceptionnel mobilisant une enveloppe financière estimée à 88 milliards de dinars. L'annonce est faite, hier à Alger, par le Directeur général de la Caisse nationale des retraites (CNR), Hafid Adrar, qui se veut avant tout rassurante pour les millions de bénéficiaires concernés.

Par S. R.

D'emblée, Hafid Adrar a tenu à souligner que « toutes les pensions et allocations seront payées durant la première semaine du mois de mai », rompant ainsi avec le calendrier habituel étalé entre le 15 et le 26 de chaque mois. Cette mesure anticipée répond à des considérations sociales et vise à garantir une meilleure prise en charge des retraités dans une période jugée sensible. Cette échéance sera également marquée par l'entrée en vigueur de la revalorisation annuelle des pensions. « Les retraités recevront le nouveau montant de leurs pensions et allocations dès ce mois-ci », a précisé le premier responsable de la CNR sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, ajoutant que cette augmentation concerne aussi bien les titulaires de droits directs que les bénéficiaires de pensions de réversion. Dans le détail, la revalorisation s'applique selon un mécanisme différencié : une hausse de 10 % pour les pensions inférieures ou égales à 20 000 dinars, et de 5 % pour celles dépassant ce seuil. À cela s'ajoute l'ajustement du montant minimum légal, consécutif à la revalorisation du SNMG à 24 000 dinars. « Le montant minimum de la pension de retraite est désor-

mais aligné sur le SNMG, tandis que l'allocation de retraite atteint 75 % de ce dernier », a expliqué Hafid Adrar, en référence aux dispositions légales en vigueur. Au total, plus de 3,5 millions de retraités sont concernés par cette opération d'envergure, dont le coût global atteint « une enveloppe annuelle estimée à 88 milliards de dinars », a-t-il indiqué, qualifiant ce montant de « budget colossal ». Une mobilisation financière qui traduit, selon lui, l'engagement des pouvoirs publics à préserver le pouvoir d'achat des retraités et à renforcer la justice sociale.

Bientôt des crédits bonifiés au profit des retraités

Au-delà de cette revalorisation, la CNR amorce un changement d'approche en matière de prise en charge des retraités. « Nous avons adopté une nouvelle démarche qui ne se limite plus aux augmentations annuelles, mais qui vise à améliorer concrètement le niveau de vie des retraités », a affirmé Hafid Adrar. Dans ce cadre, une convention avec une banque publique sera signée pour permettre aux retraités d'accéder à des crédits à taux bonifiés, y compris dans le cadre du financement islamique. Le responsable a également évoqué d'autres mesures en préparation, notam-

ment des accords avec des compagnies d'assurance et des établissements hôteliers, permettant aux retraités de bénéficier de réductions significatives sur divers services. « Il s'agit de leur offrir un véritable accompagnement au quotidien, à la hauteur de leur contribution au développement du pays », a-t-il souligné. Concernant la régularité des paiements, Hafid Adrar a tenu à rassurer : « Il n'y aura aucune perturbation dans le versement des pensions ». Un ajustement du calendrier est toutefois prévu pour le mois de juin, avec un paiement avancé autour du 8 juin, avant un retour au rythme habituel dès juillet 2026. Enfin, le Directeur général de la CNR a insisté sur les efforts de modernisation engagés par son institution, notamment à travers la numérisation des services et le développement d'applications mobiles facilitant l'accès aux prestations. L'objectif affiché est clair : « atteindre le zéro papier et éviter aux retraités des déplacements inutiles ». Avec cette revalorisation et les mesures d'accompagnement annoncées, la CNR entend ainsi consolider son rôle social et répondre aux attentes croissantes d'une population retraitée de plus en plus nombreuse.

ALLOCATION CHÔMAGE

Le ministre rappelle l'importance de la plateforme numérique dédiée aux recours

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a rappelé, hier, l'importance de la plateforme numérique mise à la disposition des jeunes pour l'introduction des recours concernant l'allocation chômage. Dans une déclaration à la presse, le ministre a indiqué qu'"il existe une plateforme numérique dédiée aux jeunes pour l'introduction de recours en cas de refus de l'allocation chômage, avec une réponse en temps réel", mettant en avant la "transpa-

rence totale", qui caractérise cette opération. Soulignant les efforts du secteur en matière de numérisation, ainsi que les "mesures prises pour numériser la gestion des organismes sous tutelle à l'effet de moderniser les prestations, d'améliorer la qualité des services et de simplifier les procédures administratives au profit du citoyen", M. Saihi a précisé que "plusieurs catégories" bénéficient de ces services auxquels le secteur accorde une "importance capitale".

Il a, en outre, évoqué les services numériques fournis par la Caisse nationale de retraite (CNR), notamment la reconnaissance faciale, qui "permet aux retraités de fournir un certificat de vie via un Smartphone pour leur éviter les contraintes du déplacement". Le ministre a, par ailleurs, rappelé le service de paiement électronique des cotisations de sécurité sociale mis à la disposition des employeurs dans le cadre de la modernisation des moyens de paiement, ce qui

permet de s'acquitter des cotisations avec célérité et d'éviter les déplacements vers les centres de la Caisse. Il a enfin souligné que son secteur a atteint un "taux de numérisation de 97 % pour l'ensemble des documents qui étaient auparavant exigés du citoyen", mettant en avant le rôle crucial de la transformation numérique dans la concrétisation du développement économique et social escompté.

APS

AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE SERVICE

Sonelgaz Gué de Constantine intensifie ses opérations de maintenance

Par S. R.

Dans une démarche visant à renforcer la qualité de ses prestations, Sonelgaz intensifie ses opérations de maintenance au niveau de la Direction de distribution de Gué de Constantine. L'entreprise publique met en œuvre un programme périodique et soutenu afin d'assurer la continuité de l'approvisionnement en électricité et en gaz, tout en réduisant les risques de perturbations. Sur l'ensemble de son territoire d'intervention, les équipes techniques sont mobilisées pour mener des actions de contrôle régulier, de maintenance préventive et d'interventions d'urgence. Ces opérations couvrent aussi bien les réseaux de transport et de distribution d'électricité que les infrastructures de gaz naturel, avec pour objectif d'anticiper les défaillances et d'intervenir avant qu'elles n'affectent les usagers. Cette stratégie s'appuie également sur la modernisation progressive des installations. La rénovation des équipements vieillissants constitue un levier essentiel pour améliorer les performances du réseau et limiter les coupures, notamment lors des périodes de forte demande ou en cas de conditions climatiques défavorables. Dans ce contexte, la Direction de distribution de Gué de Constantine appelle les citoyens à faire preuve de vigilance et à signaler toute anomalie, qu'il s'agisse d'une coupure d'électricité ou d'une fuite de gaz, via le numéro 3303, accessible 24h/24 et 7j/7. Ce dispositif vise à garantir une intervention rapide et efficace des services techniques.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Vers la certification internationale du système national (ML3)

Synthèse R E.

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Dr Wassim Kouidri, a reçu, hier à Alger, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, M. Phanuel Habimana, dans le cadre du suivi du processus d'évaluation du système national des médicaments et des vaccins, a indiqué le ministère dans un communiqué. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts engagés par l'Algérie pour at-

teindre le niveau de maturité 3 (ML3), selon les standards internationaux de l'OMS en matière de réglementation pharmaceutique, précise la même source. Les discussions ont porté sur l'état d'avancement de l'atelier d'auto-évaluation du dispositif national, impliquant plusieurs secteurs et institutions concernés, notamment les ministères de l'Industrie pharmaceutique et de la Santé, l'Agence nationale des produits pharmaceutiques, l'Agence nationale de sécurité

sanitaire, l'Institut Pasteur d'Algérie, le Centre national de pharmacovigilance et de matériovigilance, le Commissariat à l'énergie atomique ainsi que l'Agence nationale du sang. Dans ce cadre, le professeur Abdelhakim Boudis a été désigné pour assurer le suivi des travaux de cet atelier, qui regroupe l'ensemble des acteurs impliqués dans la chaîne de régulation pharmaceutique. Il a été convenu que le mois de septembre prochain marquera l'achèvement des travaux de la commission, avec

la réalisation de l'évaluation finale en vue de l'obtention de la certification de maturité (ML3), étape jugée importante dans le renforcement du système national de régulation des produits pharmaceutiques. Cette démarche vise à consolider les capacités nationales en matière de sécurité sanitaire, de qualité et de conformité des médicaments et des vaccins, conformément aux standards internationaux de l'OMS.

TRAVAUX PUBLICS
Lancement de projets de modernisation du réseau routier dans plusieurs wilayas

Plusieurs wilayas ont vu le lancement de projets de modernisation du réseau routier et de renforcement des infrastructures de base, parallèlement à la poursuite des projets en cours à un rythme soutenu, indique, samedi, un communiqué du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base. Ces projets s'inscrivent dans une vision globale visant à moderniser le réseau routier, à améliorer son efficacité et à renforcer son rôle en tant que moteur essentiel de développement dans les différentes régions du pays, ajoute le communiqué. Dans la wilaya de Skikda, le coup d'envoi a été donné pour le projet de renforcement de la RN 44A sur le tronçon El Ghedir–Ramdane Djamel, ainsi que pour les projets de dédoublement des RN 85 et 03. Dans la wilaya de Boumerdès, le coup d'envoi a été donné pour le projet de renforcement de la RN 68 reliant Cap Djinet à Bordj Menaïel, en sus du projet de renforcement du CW 30. Par ailleurs, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, les opérations de maintenance des sections endommagées de la rocade sud et de la RN 10 se poursuivent, tandis que la wilaya de Béchar connaît la poursuite des travaux de réhabilitation des infrastructures touchées par les récentes inondations, ainsi que les travaux d'extension du pont de Tenkroud à l'entrée de Béchar nouveau. Outre, les projets de dédoublement des routes dans la wilaya de Constantine ont atteint leurs phases finales, notamment au niveau des RN 79 et 27.

APS

PRISE EN CHARGE DES PATIENTS ET PERFORMANCE DES SOINS
L'importance de la maintenance des équipements médicaux soulignée

La maintenance des équipements médicaux au sein des établissements hospitaliers a été au centre d'une rencontre nationale organisée, samedi, à l'Ecole nationale du Trésor (ENT) de Tipasa, à l'initiative de l'Association algérienne de management et d'administration de la santé. La rencontre a réuni des directeurs d'établissements de santé, des experts et des spécialistes du domaine, en vue d'examiner les moyens de développer les outils et mécanismes de préservation des équipements médicaux, ainsi que de renforcer les compétences des agents et techniciens de maintenance, eu égard à l'importance de ce volet dans le système de santé. A cette occasion, le président de l'Association algérienne de management et d'administration de la santé, Redouane Benkihoul, a souligné que la maintenance des équipements médicaux revêt une importance capitale pour assurer l'effica-

cité et la célérité de la prise en charge des patients, précisant que cette rencontre vise à explorer les voies de développement du secteur et à consolider les compétences des techniciens algériens. Il a ajouté que cette thématique englobe plusieurs axes, allant des garanties offertes par les fournisseurs pour les équipements acquis, aux services après-vente et aux contrats de maintenance avec des entreprises privées, jusqu'à la maintenance elle-même, considérée comme la pierre angulaire du dispositif. Par ailleurs, le même responsable a indiqué que le ministère de la Santé œuvre, en coordination avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à la mise en place d'une spécialité universitaire dans ce domaine, ce qui devrait donner un "important élan" à la maintenance au sein des établissements de santé.

R E.

STATION DE DESSALEMENT DE KOUDIAT EDDRAOUCHE
La 2^e tranche du raccordement aval vers Annaba réceptionnée “au début de l’été 2026”

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a annoncé, samedi à Annaba, que la 2ème tranche du raccordement aval à partir de la station de dessalement d'eau de mer de Koudiat Eddraouche (El Tarf) vers la wilaya d'Annaba sera réceptionnée "au début de l'été 2026", ce qui entraînera un saut qualitatif en matière d'alimentation de la région en eau potable. Le ministre a précisé, dans une déclaration à la presse lors d'une visite d'inspection dans la wilaya d'Annaba, que ce projet stratégique "s'inscrit dans le cadre du programme national de sécurisation des ressources en eau, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la sécurité hydrique, à développer les infrastructures hydrauliques et à garantir un service public de l'eau régulier et

durable pour les citoyens". Le ministre, accompagné du wali d'Annaba, Abdelkrim Lamouri, a indiqué que ce projet, qui constitue une extension de la première phase dont les travaux ont été achevés l'année dernière, vise à relier directement la wilaya d'Annaba à la station de dessalement d'eau de mer de Koudiat Eddraouche. Il a souligné que les travaux ont atteint des "étapes avancées qui permettent une mise en service dans les délais impartis, surtout avec l'approche de la saison estivale, garantissant ainsi une amélioration tangible dans l'alimentation des populations en eau potable". Selon les explications techniques fournies par la directrice de l'hydraulique, Djamila Briki, le projet comprend la réalisation d'un grand réseau de transfert s'étendant sur une distance d'environ 150 km de canalisations de différents diamètres, ainsi

que 10 réservoirs d'eau d'une capacité totale de 140.000 m3, en plus de 4 stations de pompage. La wilaya d'Annaba recevra, au titre de ce projet structurant, un volume de l'ordre de 160.000 m3, permettant une distribution régulière couvrant toutes les communes et garantissant un approvisionnement quotidien ou périodique (selon les besoins et la densité de population). Lors de l'inspection des réservoirs de 10.000 m3, situés dans la région de Chaïba (commune de Sidi Ammar), M. Bouzegza a souligné "l'importance de la numérisation et de l'amélioration des performances grâce à l'introduction de techniques de télégestion intelligente qui permettent une prise en charge rapide et efficace des préoccupations des citoyens en matière d'approvisionnement en eau".

AMÉLIORATION URBAINE ET LA PROPRETÉ DE L'ENVIRONNEMENT
De vastes opérations de rénovation et de nettoyage lancées

Des interventions de terrain pour l'amélioration urbaine et la prise en charge de la propreté de l'environnement se poursuivent à travers les différentes wilayas du pays avec la participation des différents services et organismes concernés, et ce dans le but d'améliorer le cadre de vie des citoyens et d'embellir les villes, a indiqué samedi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. "Conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, pour l'amélioration du cadre de vie des citoyens, la promotion de la propreté de l'environnement et l'embellissement des villes en leur conférant un cachet urbain moderne, de vastes opérations de rénovation et de nettoyage de l'environnement se poursuivent dans les différentes wilayas du pays, à travers des interventions de terrain impliquant les différents services et organismes concernés", précise la même source. Ces opérations concernent l'intervention immédiate pour la prise en charge des points noirs au niveau des quartiers résidentiels ainsi que des espaces à

forte affluence, tels que les abords des établissements publics et des mosquées, en sus des rues principales et secondaires. Dans ce cadre, il a également été procédé au ramassage des ordures ménagères, au balayage et au nettoyage des routes, à l'enlèvement des terres et des résidus de travaux, ainsi que le nettoyage des avaloirs afin d'assurer l'écoulement des eaux pluviales, outre la suppression des décharges sauvages, ajoute le com-

muniqué. Pour renforcer cette dynamique, des actions de sensibilisation sont menées auprès des citoyens quant à l'importance du respect des règles de propreté en évitant le dépôt anarchique des déchets, sachant que la préservation de la propreté de l'environnement est une responsabilité partagée impliquant tout un chacun, pour maintenir un environnement propre et améliorer les conditions de la vie quotidienne", conclut le communiqué.

Mercuriale					
وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL			وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE		
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 23 افريل 2026 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Avril 2026					
		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة	
		DA / Kg		دج / كلف	
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	59	68	50	البطاطا
	Tomate	158	175	142	الطماطم
	Oignon sec	90	100	80	البصل الجاف
	Ail sec	763	881	646	الثوم الجاف
	Ail vert	212	242	181	الثوم الاخضر
	Carotte	119	132	106	الجزر
	Navet	117	129	104	اللفت
	Petit pois	183	205	160	الجلبانة
	Fève verte	95	110	80	الفول الاخضر
	Courgette	120	135	106	الكوسة
	Haricot vert	307	337	278	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	114	128	101	الخس
Fruits frais	Orange	271	322	221	البرتقال
	Citron	215	243	186	الليمون
	Pomme locale	464	557	371	التفاح المحلي
	Datte	501	626	376	التمر
	Banane	444	458	429	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1978	2125	1830	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	366	379	353	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX											
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA	
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,00	-12,70	6,09	10,14	197	67 965,00	
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 395,00	1398,00	0,22	-0,05	-0,83	8,99	5,56	16924	23 659 752,00	
BIOPHARM	BIO	2 504,00	2504,00	0,00	0,04	1,37	6,66	6,39	400	1 001 600,00	
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	GPA	2 044,00	2050,00	0,29	-4,15	-9,32	9,78	6,10	37000	75 850 000,00	
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,57	4,55	-	0	0,00	
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,29	3,97	5,00	0	0,00	

TOURISME SAHARIEN

Cap sur 1,5 million de visiteurs à l’horizon 2028

Le ministère du Tourisme et de l’Artisanat a tenu une rencontre nationale consacrée à l’évaluation de la saison du tourisme saharien 2025-2026, dans un contexte marqué par une dynamique jugée positive dans les régions du Grand Sud. Présidée par la ministre, Houria Meddahi, cette réunion a permis de dresser un bilan détaillé de la saison écoulée et de tracer les perspectives de développement d’un segment stratégique pour la diversification de l’économie nationale.

Par Réda Hadi

Dès l’ouverture des travaux, plusieurs présentations ont mis en lumière l’évolution de l’activité touristique dans les trois grands pôles sahariens du pays : Sud-Est, Sud-Ouest et Sud-Centre. Les représentants des directions locales du tourisme et de l’artisanat ont livré une analyse globale des indicateurs enregistrés à travers les wilayas du Sud, mettant en avant une progression de la fréquentation ainsi qu’une amélioration relative des performances sur le terrain. En parallèle, l’état des lieux de l’artisanat a été abordé à travers plusieurs communications, soulignant les efforts engagés pour valoriser ce secteur étroitement lié à l’attractivité touristique. La question de l’investissement a occupé une place centrale dans les échanges. Les responsables du ministère ont détaillé les opportunités offertes aux porteurs de projets ainsi que les mécanismes d’accompagnement existants. L’accent a été mis sur la nécessité d’accélérer la concrétisation des projets afin de renforcer les capacités d’hébergement, encore jugées insuffisantes dans certaines zones à fort potentiel. Dans le même sillage, les représentants du groupe public « Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme » ont évoqué les perspectives de modernisation du parc hôtelier public, avec pour objectif d’améliorer la qualité des prestations et de répondre aux standards internationaux. Au-delà des infrastructures, la professionnalisation des métiers du tourisme a également été au cœur des débats. Une vision prospective du système de guidage touristique en Algérie a été présentée par l’expert Zouheir Mekdad, qui a plaidé pour une tran-

sition vers un modèle plus structuré et institutionnalisé. Selon lui, la montée en compétence des guides constitue un levier essentiel pour améliorer l’expérience des visiteurs et valoriser les richesses culturelles et naturelles du Sahara. La numérisation s’impose par ailleurs comme un axe stratégique incontournable. Les responsables du ministère ont souligné l’apport croissant des outils digitaux dans la gestion des établissements touristiques, la collecte des données statistiques et la promotion des destinations. Dans ce cadre, la startup Discover Ghardaia a présenté une expérience innovante axée sur le tourisme réceptif dans les wilayas du Sud, illustrant le potentiel des solutions numériques pour renforcer la visibilité de la destination saharienne, notamment auprès des clientèles étrangères. Les discussions ont également permis de mettre en exergue le rôle clé de l’artisanat dans l’écosystème touristique. Les intervenants ont insisté sur la nécessité de mieux intégrer les produits artisanaux dans les circuits touristiques, en valorisant leur authenticité et en soutenant les artisans locaux. Cette synergie entre tourisme et artisanat est perçue comme un facteur déterminant pour renforcer l’attractivité des territoires sahariens. Dans son allocution, la ministre a rappelé que le secteur s’inscrit désormais dans une nouvelle phase, encadrée par le plan d’action triennal 2026-2028. L’objectif affiché est ambitieux : atteindre 1,5 million de touristes dans les régions du Sud à l’horizon 2028. Pour y parvenir, elle a insisté sur la nécessité de diversifier l’offre touristique, notamment à travers le développement de nouveaux circuits reliant le littoral, les villes culturelles et

les espaces sahariens. Elle a également mis en avant le potentiel de destinations phares telles que Tamanrasset, Djanet et Illizi, qui concentrent l’essentiel des flux touristiques grâce à leurs paysages exceptionnels et leur forte identité culturelle. Ces régions sont appelées à jouer un rôle moteur dans la stratégie nationale de développement du tourisme saharien. La ministre a par ailleurs insisté sur l’importance de la formation pour accompagner la montée en gamme du secteur. Le renforcement des compétences des ressources humaines, l’amélioration de la qualité des services et la professionnalisation des acteurs sont autant de conditions nécessaires pour répondre aux attentes d’une clientèle de plus en plus exigeante. Enfin, la réussite de cette stratégie repose sur une meilleure coordination Entre les différents acteurs, tant au niveau de l’administration centrale que locale, ainsi qu’avec les opérateurs économiques, notamment les agences de voyages, les établissements hôteliers et les organisations professionnelles. À l’issue de la rencontre, plusieurs recommandations ont été formulées, portant notamment sur le soutien à l’investissement, l’amélioration des services et le renforcement de la gouvernance sectorielle. En clôture, Houria Meddahi a appelé à mobiliser l’ensemble des acteurs dès à présent pour préparer la prochaine saison touristique saharienne, dans une logique de continuité et d’amélioration. Elle a salué les efforts consentis par les différents intervenants, tout en soulignant que le défi reste de consolider la place du Sahara algérien comme une destination touristique de référence, à l’échelle nationale et internationale.

SÉCURITÉ NATIONALE

L’innovation logistique au cœur de la stratégie de la défense nationale

Par Selma R.

La modernisation de la défense repose sur une transformation profonde des systèmes logistiques. Lors du séminaire national sur la chaîne de soutien opérationnel organisé ce dimanche à Beni Mes-sous (Alger), l’armée nationale populaire (ANP) a réaffirmé sa volonté de placer l’innovation au cœur de son dispositif. En privilégiant une logistique intégrée et anticipative, l’institution militaire entend renforcer son efficacité et sa résilience face aux défis sécuritaires contemporains. Cette rencontre de haut niveau a réuni de nombreux responsables civils et militaires, ainsi que des experts et universitaires, autour d’un enjeu stratégique : repenser l’efficacité du soutien logistique face aux mutations rapides des environnements sécuritaires et technologiques. Dans son allocution d’ouverture, le Général d’Armée Saïd Chane-griha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d’État-major de l’Armée nationale populaire a clairement posé les objectifs de ce rendez-vous, soulignant qu’il vise à « diagnostiquer la réalité actuelle des chaînes de soutien logistique

opérationnel, à identifier les principales difficultés et défis auxquels elles font face, puis à formuler des solutions réalistes et à anticiper les perspectives de leur développement ». Une démarche qui s’inscrit dans une vision globale de renforcement des capacités opérationnelles de l’Armée nationale populaire. Au cœur de cette stratégie, la recherche d’une parfaite synergie entre les dimensions opérationnelle et logistique. « Nous veillons, au sein de l’Armée nationale populaire, à ce que les bases de la disponibilité opérationnelle reposent sur le principe de l’intégration absolue et de l’harmonie automatique entre les composantes opérationnelle et logistique, de manière à ce que l’ensemble fonctionne comme un seul corps », a-t-il affirmé. Une approche qui traduit l’évolution doctrinale de l’institution militaire, désormais attentive à l’interdépendance totale entre les moyens déployés sur le terrain et les capacités de soutien. Dans un contexte international marqué par l’accélération des innovations technologiques et la complexification des menaces, Saïd Chanegriha a insisté sur la nécessité d’adopter des solutions innovantes. Il a ainsi

relevé que « les guerres modernes et les révolutions dans les affaires militaires ont généré des environnements complexes et évolutifs, qui exigent la mise en place d’une stratégie innovante en matière de soutien logistique opérationnel ». Plus encore, il a établi un lien direct entre performance logistique et succès militaire, affirmant que « la victoire dépend désormais étroitement de la capacité des chaînes de soutien à assurer le flux des ressources et des moyens nécessaires vers les unités d’exécution, au moment opportun et avec l’efficacité requise ». Une déclaration qui consacre la logistique comme un levier déterminant de la supériorité opérationnelle. Les travaux du séminaire ont ensuite permis d’approfondir ces enjeux à travers plusieurs communications présentées par des cadres de l’ANP et des spécialistes du domaine. Les débats ont porté notamment sur les défis liés à l’adaptation des systèmes logistiques aux évolutions technologiques des armements, ainsi que sur les perspectives de modernisation de la chaîne de soutien dans un environnement marqué par la digitalisation et l’innovation.

TINDOUF
Lancement d’une opération d’exportation de 33 cargaisons de produits vers la Mauritanie

Une opération d’exportation de 33 cargaisons de divers produits algériens vers la Mauritanie a été lancée depuis la wilaya de Tindouf, indique un communiqué du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations. Cette opération, dont le coup d’envoi a été supervisé vendredi par le chargé de la gestion du Secrétariat général du ministère, Abdeslam Djahnit, représentant le ministre du secteur, Kamel Rezig, s’est déroulée en présence du wali de Tindouf, Mustapha Dahou, d’une délégation de cadres du ministère et de représentants de plusieurs secteurs ministériels. Étaient également présents les ambassadeurs du Niger, de la Côte d’Ivoire, de la Guinée, de la Sierra-Leone et du Burkina Faso en Algérie, ainsi que des chargés d’affaires des ambassades de Guinée-Bissau, du Sénégal, du Nigeria, de la Mauritanie et du Ghana, en plus de députés du Parlement. Cette opération d’exportation comprend divers produits, notamment des matériaux de construction, des denrées alimentaires, des dattes, des produits plastiques, ainsi que des équipements électroménagers. Dix opérateurs économiques ont pris part à cette initiative, qui reflète la montée en puissance des capacités des entreprises nationales à accéder aux marchés régionaux et à renforcer la présence du produit algérien à l’étranger, ajoute la même source. Cette initiative s’inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations visant à accompagner les opérateurs économiques, à élargir la base des exportations hors hydrocarbures et à renforcer la position du produit national sur les marchés africains, notamment à travers les postes frontaliers qui constituent un levier réel pour soutenir les échanges commerciaux avec les pays voisins, précise-t-on. A cette occasion, les ambassadeurs ont reçu des explications sur le poste frontalier Chahid Mustapha Benboulaïd dans la wilaya de Tindouf et sur son rôle stratégique dans la facilitation du mouvement commercial et le renforcement des échanges économiques entre l’Algérie et les pays d’Afrique de l’Ouest. Par ailleurs, le représentant du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a également supervisé, hier à Tindouf, la cérémonie d’ouverture d’une exposition des produits algériens destinés à l’exportation, sous le slogan: "Tindouf, porte d’exportation vers les pays d’Afrique de l’Ouest", qui se poursuivra jusqu’au 27 avril. Selon les organisateurs de cet événement, tenu en coordination avec les autorités locales, cette manifestation est marquée par la participation de 104 entreprises algériennes activant dans les domaines de la production et des services, ainsi que 45 entreprises artisanales, dans le but de mettre en valeur les capacités nationales et de promouvoir le produit algérien sous toutes ses formes.

APS

DJANET

Plusieurs projets en concrétisation dans la commune de Bordj El-Haouès

Plusieurs projets de développement sont en cours de réalisation dans la commune de Bordj El-Haouès (wilaya de Djannet), dans le but d'impulser le développement local et d'améliorer le cadre de vie du citoyen, ont indiqué samedi les services de la wilaya. Ces projets concernent la réalisation en cours d'une polyclinique au chef-lieu de la commune, d'une salle de soins au village de Tin-Guedazzen-Est, ainsi que la mise en service d'une salle similaire au village de Tabket pour rapprocher les prestations de santé de la population. La commune de Bordj El-Haouès enregistre également, dans le cadre du programme de développement des zones d'ombre, le raccordement de la localité de Tourest au réseau d'électrification (chantier à 90% d'avancement), avec installation de trois (3) transformateurs électriques, en sus de la réalisation d'un fourrage destiné au réseau d'eau potable. S'agissant des projets de désenclavement, la commune s'est vue accorder des projets de réalisation d'un ouvrage d'art sur la RN-55 dépendant du centre-ville à la localité de Tabket, de réhabilitation et d'extension d'établissements scolaires dans la localité de Tin-Guedazzen, en plus de la réalisation d'un bureau de poste dans la même localité. Les structures juvéniles ont également été renforcées par la concrétisation en cours, au chef-lieu de la commune, d'un stade et d'une piscine communaux. Les autorités locales ont, lors d'une récente visite d'inspection dans la région, appelé à accélérer les travaux de réalisation de la piscine pour la réceptionner avant la période estivale et permettre aux jeunes d'en profiter.

R E.

SÉTIF

4^e édition du Salon national Hidab Pharma Expo jeudi prochain

Le Palais des expositions El Maabouda de Sétif abritera, du 30 avril au 2 mai, la 4^{ème} édition du Salon national Hidab Pharma Expo, avec la participation de plus de 80 exposants de plusieurs wilayas du pays, à-on informé samedi auprès du commissaire de la manifestation.

M. Khelifa Bella, également directeur de l'entreprise privée organisatrice de l'événement, a précisé dans une déclaration à l'APS que cette édition est placée sous le haut patronage du wali de Sétif, Mustapha Limani, en coordination avec la direction de la santé et sous l'égide du Conseil national de l'ordre des pharmaciens (CNOP) ainsi que du Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO).

Ce salon vise, selon le même responsable, à "mettre en lumière le marché de l'industrie pharmaceutique en Algérie et à offrir une plateforme dynamique d'échange d'ex-

tises entre les professionnels du secteur", avec la participation de plus de 80 exposants représentant les fabricants de médicaments, les distributeurs, les acteurs des services pharmaceutiques ainsi que les producteurs locaux dans les domaines pharmaceutiques et parapharmaceutiques.

L'événement sera marqué par un cycle de conférences scientifiques animées par des chercheurs et des experts de l'industrie pharmaceutique nationale qui mettront l'accent sur l'état des lieux du marché du médicament en Algérie, à travers des rencontres de concertation regroupant pharmaciens, industriels et organisations profes-

sionnelles. L'objectif est de dégager des solutions concrètes visant à renforcer la culture sanitaire et à consolider la souveraineté sanitaire et pharmaceutique du pays.

M. Bella a souligné que cet espace constitue une opportunité idéale pour les fabricants et les professionnels de rencontrer les distributeurs de médicaments.

Il s'agit de partager les dernières innovations de l'industrie et d'établir des bases de coopération et de partenariat afin de contribuer à la réduction de la facture d'importation et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour conquérir des marchés étrangers.

APS

TLEMCCEN

25 camions compacteurs de déchets pour renforcer les Centres d'enfouissement technique

Les services de la wilaya de Tlemccen ont affecté 25 camions compacteurs destinés à la collecte des déchets au profit de l'établissement public chargé de la gestion des Centres d'enfouissement technique, à-on avisé, samedi, auprès des mêmes services. Selon la même source, cette opération s'inscrit dans

le cadre des efforts visant à améliorer la gestion des déchets ménagers et à renforcer le dispositif de propreté publique. L'établissement concerné a ainsi été doté de camions compacteurs d'une capacité de 12 mètres cubes chacun. Ces camions ont été mis en service au niveau du groupement du Grand Tlemccen, qui re-

groupe les communes de Tlemccen, Mansourah et Chetouane, afin de renforcer les opérations de collecte et d'évacuation des déchets dans ces communes, de préserver la propreté de l'environnement et d'améliorer la qualité des services publics d'hygiène, en réponse aux attentes des citoyens. Les autorités de la wilaya

accordent une grande importance à la question de la propreté de l'environnement, à travers la mobilisation de tous les moyens humains et matériels et la mise en place de conditions de travail adéquates pour les agents de propreté, dans le mais d'améliorer le rendement des services.

R E.

MOSTAGANEM

Réception imminente du pont de Oued Chellif dans la commune de Ouled Maallah

Un nouveau pont, actuellement en cours de réalisation au niveau de Oued Chellif, dans la commune d'Ouled Maallah (wilaya de Mostaganem), devrait être réceptionné prochainement, à-on avis, samedi, auprès des services de la wilaya. Dans ce cadre, le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh a effectué une visite d'inspection de ce projet, qui traverse l'oued Chellif et relève la commune d'Ouled Maallah à celle de Sidi Khettab dans la wilaya de Relizane, avec un raccordement à la route nationale RN 7. Le taux d'avancement des travaux de ce projet (ouvrage d'art et route), doté d'une enveloppe financière de 490 millions de dinars, a atteint environ 98%, reflétant un rythme

d'exécution avancé et annonçant une mise en service imminente, selon les explications fournies sur place. Lors de cette visite, le wali a insisté sur la nécessité d'achever le projet dans les délais impartis, tout en prenant toutes les mesures techniques nécessaires pour protéger la route contre les différentes contraintes, ainsi que sur le lancement d'une vaste opération de plantation d'arbres le long de ses abords, afin de lui conférer un aspect environnemental et esthétique. Il a également décidé d'allouer une enveloppe financière supplémentaire pour finaliser les travaux d'éclairage public, afin de garantir la sécurité des usagers, notamment pendant la nuit, ajoute la même source. M. Boudouh a

souligné l'importance socio-économique de ce projet, notamment en matière d'amélioration de la liaison avec l'autoroute Est-Ouest et la zone industrielle de Sidi Khettab, appelant à renforcer la coordination entre les communes d'Ouled Maallah et de Sidi Khettab pour assurer l'entretien de la route et de l'éclairage public. En marge de cette visite, le wali a écouté les préoccupations des habitants et a donné des instructions concernant le raccordement du village El Mellaha au gaz naturel, l'extension du réseau électrique dans le village Emir Abdelkader, ainsi que l'octroi d'une aide financière de 3 millions de dinars pour l'aménagement de la route, à-on indiqué.

TOUGGOURT

Plus de 300 participants au concours Smart-Robotics Challenge

Plus de 300 jeunes concurrents participent au concours de wilaya Smart-Robotics challenge (challenge de la robotique intelligente), organisé samedi la salle omnisports Ahmed-Zabana de Tougourt, à l'initiative de l'Association locale Fikratouk.

Mis sur pied en coordination avec la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS), le concours qui a drainé un large public, des jeunes, des professionnels et des fêrus de robotique, porte sur une concurrence dans le domaine scientifique et technique de la cybernétique, dont la ma-

nipulation de robots, la lutte robotique (Robot Sumo), le line-follower-robot (suiveur de ligne), et le robot-grimpeurs ou franchiseur d'obstacles. Première du genre au niveau de la wilaya, cette compétition vise à ancrer la culture de l'intelligence arti-

cielle, le développement de l'esprit de compétitivité scientifique et technique chez les jeunes générations et leur encouragement à plus de progrès dans le domaine de la conception et de la programmation robotique, a indiqué le président de l'association organisatrice, Ishak Ka-

rama. Il a qualifié cette initiative d'opportunité de mettre en valeur le potentiel et les compétences dans le domaine de l'innovation scientifique chez les enfants, et leur permettre d'échanger leurs expériences.

R E.

CONFÉRENCE RÉGIONALE DES UNIVERSITÉS DE L'OUEST À RELIZANE

Signature de sept accords de coopération et de partenariat

Sept accords de coopération et de partenariat ont été signés, samedi soir, entre l'Université Chahid Ahmed Zabana de Relizane et plusieurs universités de l'Ouest du pays, a-t-on appris auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur. Ces accords scientifiques et académiques ont été signés par le recteur de l'Université de Relizane, Tayeb Djaâfri, ainsi que par les recteurs des universités

d'Oran, Saïda, Mascara, Tiaret, Nâama, Sidi Bel-Abbes et El Bayadh, sous la supervision du président de la Conférence régionale des universités de l'Ouest (CRUO), le professeur Ahmed Chalal. La signature de ces conventions est intervenue en marge de la réunion de la Conférence régionale des universités de l'Ouest, tenue dans la salle de conférences de l'Université Chahid Ahmed Zabana de Relizane. Elle s'inscrit dans le

cadre du renforcement de la coordination et de l'échange d'expertises entre les différents établissements universitaires, ainsi que dans la perspective de développer le travail universitaire commun et de consolider les passerelles de recherche scientifique et de coopération académique, a précisé le recteur de l'Université de Relizane, le professeur Tayeb Djaâfri.

A noter que cette réunion de la Confé-

rence régionale des universités de l'Ouest s'est tenue conformément aux orientations du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, issues de sa rencontre avec les présidents des conférences régionales des universités, le 2 avril en cours. Les travaux de cette rencontre ont porté sur plusieurs axes, notamment "l'évaluation du deuxième semestre », « l'entrepreneuriat et la création d'entreprises en

ENERGIE ET PÉNURIES

“Pourquoi la crise au Moyen-Orient peut réduire la pollution plastique et décarboner sa production”

2^e partie et fin

La crise au Moyen-Orient, catalyseur d'une transformation profonde de l'industrie des matériaux pour une économie décarbonée.

Par Quentin Bourgogne (*)

En aout dernier, un sommet international s'est réuni à Genève à l'initiative des Nations Unies afin de coordonner la lutte contre la pollution plastique, baptisé INC-5.2. Si la problématique peut, a priori, faire l'unanimité, aucun accord n'a été signé à l'issue de ce sommet. Pour quelle raison ? Parce que la nécessité de freiner la production mondiale a évidemment fortement déplu aux pays du Golfe, producteur de pétrole et donc de la matière première permettant la synthèse de la majorité des plastiques. C'était il y a 6 mois, cela nous paraît être une éternité tant le monde a changé depuis. La production va fatalement chuter. Est-ce pour autant une catastrophe pour l'industrie ? Pas nécessairement. Là encore, c'est une opportunité. Une opportunité de développer, enfin, les systèmes de recyclage et de revalorisation. Alors qu'une proportion d'environ 20% à 30% de matière recyclée dans la résine vierge de plastique permet de contenir des baisses sensibles de ses propriétés, cette quantité peut permettre de réduire jusqu'à près de 70% de l'emprunte carbone de sa production. Pourquoi alors ces systèmes ne se sont pas démocratisés plus tôt ? Car l'opération de recyclage n'est, comme toute chose, pas sans contrepartie. C'est énergivore, des défis techniques restent à traiter et cela rend l'opération difficilement rentable pour l'instant puisque l'ajout de proportion de plastique recyclé dans les produits n'est pas généralisé, sans compter que les déchets plastiques ne sont pas suffisamment revalorisés. En effet, on estime à environ 20% seulement le taux de déchets plastiques recyclables récupérés après usage. Une face technique et une face d'habitude de consommation, là aussi. Par la force des choses, par le manque de matière première, nul doute que le recyclage et la proportion de matière recyclée dans les résines va augmenter pour éviter toute pénurie. Il est également fort à parier que de grands progrès techniques liés au recyclage vont se produire. On peut donc raisonnablement penser qu'il n'y aura pas de retour en arrière et qu'enfin, nous allons tendre vers une économie circulaire pour réduire notre dépendance aux pays exportateurs de pétrole pour nos matériaux, donc gagner en souveraineté, gagner en compétitivité grâce aux circuits fermés et donc, un meilleur contrôle et gestion des coûts de production, tout en réduisant la pollution plastique.

Est-ce alors la fin de l'histoire ? Pas tout à fait. Il nous reste bien des opportunités à saisir. Pourquoi ? Car il restera



toujours des bonnes utilisations du plastique. Dans l'électronique par exemple ou dans la mobilité, de par la légèreté de ce matériau qui permet d'alléger les véhicules et donc de réduire leur consommation d'énergie. Un exemple frappant est l'A350, qui est aujourd'hui composé à environ 55% de plastique renforcé de fibres de verre ou de carbone, tendance qui ne fait que se renforcer.

Il restera alors toujours des éléments à recycler. Cependant, le recyclage n'est pas forcément une solution à long terme. La bonne solution d'aujourd'hui ne sera pas forcément celle de demain. Ces matériaux restent pour la plupart énergivore à produire, difficilement recyclables pour certains et énergivore à recycler, tout en dégradant leurs propriétés à chaque cycle de recyclage. Que faire alors ? Une solution est de se tourner vers les bioplastiques. Les bioplastiques sont des plastiques, généralement les mêmes que nous connaissons, à ceci près que les molécules nécessaires à leur synthèse sont extraites d'une autre matière première que le pétrole. Et ces matières premières peuvent prendre bien des visages. De l'huile de ricin aux déchets verts, en passant par la biomasse ou encore l'amidon de maïs, les matières premières peuvent être variées et doivent le rester. La diversification des sources permet de ne pas dépendre d'un seul mode d'approvisionnement et ainsi tendre vers une production pérenne et robuste. Pour les renforts, pourquoi ne pas élargir voire remplacer le carbone et le verre par des plantes telles que le lin, le chanvre ou le bambou, connues et reconnues depuis l'antiquité pour leur résistance ? S'il peut être tentant de comparer les pro-

priétés des plantes pour en choisir la meilleure, évitons de retomber dans nos travers du passé. Là aussi, plutôt qu'une mise en compétition de ces solutions, il sera possible de les additionner en parallèle. Alors, et seulement alors, en considérant une production locale et une électricité décarbonée, nous pourrions tendre vers la production de matériaux dont l'emprunte carbone serait... Négative, à l'instar de n'importe quel végétal. D'autant plus que la France a tout ce qu'il faut pour devenir autonome et leader de ce marché. Ces matériaux connaissent déjà un intérêt qui ne fait que croître puisque le marché européen des bioplastiques devrait passer d'environ 790.000 tonnes en 2025 à 1,81 million de tonnes en 2030, soit une croissance annuelle moyenne de près de 18 %. À l'échelle mondiale, le marché des bioplastiques devrait plus que doubler entre 2025 et 2030, passant de 2,78 à 6,18 millions de tonnes. Cela n'est pas sans conséquences. En effet, près de la moitié de cette production est destinée aux emballages, premiers éléments constituant la pollution plastique et, comme biosourcé ne veut pas dire biodégradable, le changement de nature de permettra pas à elle seule de lutter contre ce fléau. Concentrer cette production pour des applications techniques permettra non seulement de lutter contre la pollution mais aussi des conflits d'usage en lien avec l'agriculture : les hectares utilisés pour les diverses sources de production de plastiques sont autant d'hectares qui ne sont pas utilisés pour des usages nourriciers. Pour les renforts naturels, entre septembre et décembre 2025, la production européenne de fibres longues de lin a atteint 70.000 tonnes, contre 50.000

tonnes un an plus tôt, soit une hausse de 40 %. La France, à elle seule, est le premier producteur mondial de lin textile : plus de 60 % du lin cultivé dans le monde provient de l'Hexagone. La France est également le troisième producteur mondial de chanvre. Malgré cette domination agricole, 80 % des fibres de lin françaises sont encore filées en Asie. La relocalisation de cette étape industrielle est donc un enjeu majeur pour la filière française, d'autant que la crise actuelle peut accélérer davantage le besoin de ces ressources. A nous donc de saisir cette opportunité de s'affranchir du pétrole et de réindustrialiser sur nos avantages. La démocratisation de ces matériaux dans les applications techniques ne se feront toutefois pas sans difficultés, tant il reste de verrous technologiques. Ces verrous font néanmoins l'objet de sujets de recherches scientifiques pour améliorer ces matériaux, résorber leurs points faibles et industrialiser leur production. S'il est impossible de savoir jusqu'où pourra aller le développement technique et scientifique, nous pouvons toutefois oser avancer, sans trop se tromper, que les avancées scientifiques ne nous permettront jamais d'aller au-delà des lois de la physique.

(*) Quentin Bourgogne est maître de conférences en physique et mécanique des matériaux à l'université de Lorraine. Ses travaux réalisés en partenariat avec un équipementier automobile autour de l'intégration de composites sont intégrés dans des logiciels de référence mondiale, utilisés par les plus grands groupes industriels.

Source: La Tribune.fr; publié le 24/04/2026

LIBYE

Un nouveau gazoduc entre en phase d'essai pour limiter les pertes de gaz

La Libye cherche à accroître ses exportations de gaz en limitant le torchage. Selon la Banque mondiale, pour chaque baril de brut produit en 2023, 15,2 m³ de gaz ont été brûlés, contre 14,0 m³/baril en 2022. La Libye figure parmi les neuf pays où le torchage est le plus répandu dans le monde. En Libye, la société publique du pétrole (NOC), a lancé mardi 13 avril, la phase d'essai d'un gazoduc destiné à réduire le torchage associé à l'exploitation du pétrole brut. Cette opération technique, préalable à la mise en service de cette infrastructure, doit permettre d'améliorer l'efficacité globale du réseau gazier national. La NOC explique que ce gazoduc d'un diamètre de 42 pouces et long d'environ 130 km, permettra de récupérer jusqu'à 150 millions de pieds cubes de gaz par jour. Jusqu'ici, ce gaz était brûlé sur place, faute de moyens pour le transporter. Le projet doit aussi supprimer certains blocages techniques qui freinent la production sur plusieurs sites. Ce projet infrastructurel, conçu pour relier le champ gazier Intisar A/103 au réseau de distribution de Brega, était resté bloqué pendant plus de 16 ans avant d'être achevé récemment. Sa finalisation, tout comme les opérations techniques nécessaires à sa mise en service, sont conduites par des équipes libyennes de la Sirte Oil Company et de Zueitina Oil Company. Plusieurs médias locaux rappellent que ce projet s'inscrit dans les efforts de la Libye pour optimiser l'utilisation de ses ressources gazières. Il vise aussi à soutenir l'évolution de son secteur énergétique dans un contexte de découvertes de nouveaux gisements gaziers notamment dans le bassin de Ghadamès, par Sonatrach et en offshore par Eni, annoncées le 8 avril.

R I/Agence

EGYPTE

Edita Food Industries obtient 12 millions \$ pour son expansion

En Egypte, l'agroalimentaire est l'une des principales branches manufacturières. Dans ce secteur, Edita Food Industries fait partie des poids lourds. Ainsi, l'entreprise agroalimentaire Edita Food Industries (EFI) a signé le 19 avril dernier, un accord de prêt à moyen terme d'un montant de 600 millions de livres égyptiennes (11,5 millions \$).

R I/Agence

D'une maturité de 7 ans, ce crédit permettra de développer ses capacités industrielles et d'installer de nouvelles lignes de production. Ce nouveau prêt s'inscrit dans la continuité d'un programme d'expansion qui avait vu en octobre dernier la société signer un accord d'acquisition d'équipements de production, incluant deux lignes de fabrication de cakes et deux lignes de boulangerie, ainsi que d'autres machines liées à l'industrie. Cette opération d'un montant total de 320 millions de livres égyptiennes (6 mil-

lions \$) a pour objectif de lui permettre de faire croître de 15 % sa capacité de production sur ces catégories. L'entreprise envisage de mettre en œuvre cette année, un plan d'investissement de l'ordre de 4 milliards EGP (77 millions \$), ciblant l'augmentation des capacités et l'ajout de nouvelles lignes non seulement en Égypte, mais aussi au Maroc et en Irak. Des résultats record en 2025 À l'interne, ces ambitions s'appuient sur une bonne santé financière. La société a en effet enregistré un chiffre d'affaires annuel de 20,9 milliards EGP (403 millions \$) en hausse de 29,5 % par rapport à 2024. Pour sa part, le bénéfice net a

bondi de 72,6 % sur un an, pour atteindre 2,4 milliards EGP (46,3 millions \$), avec une marge nette améliorée à 11,7 %, contre 8,8 % l'année précédente. Sur la période sous revue, le quatrième trimestre 2025 a été exceptionnelle avec un chiffre d'affaires de 6,2 milliards EGP (120 millions \$) en progression de 45,4 % en glissement annuel, et un bénéfice net de 859,4 millions EGP (16,5 millions \$). De quoi consolider la présence du groupe qui fête cette année, ses 30 ans d'existence avec un portefeuille diversifié couvrant les segments de la boulangerie, des cakes, des snacks salés et la confiserie.

TUNISIE-ARABIE SAOUDITE

Les échanges commerciaux dépassent 1,1 milliard de dinars en 2025

Le volume des échanges commerciaux entre la Tunisie et le Royaume d'Arabie saoudite a atteint environ 1 143,6 millions de dinars en 2025, dont 276,2 millions de dinars d'exportations tunisiennes. Les perspectives de coopération bilatérale sont jugées prometteuses, avec de réelles possibilités de renforcer la présence des exportations tunisiennes sur le marché saoudien, selon les données du Centre de promotion des exportations. Cette performance s'inscrit dans le cadre d'une volonté commune de consolider les relations bilatérales et de diversifier les domaines d'échange, notamment dans les secteurs à forte valeur ajoutée, à l'instar des industries agroalimentaires, des industries

mécaniques et du secteur des services, ainsi que des industries pharmaceutiques et des dispositifs médicaux, qui suscitent un intérêt croissant. Dans ce contexte, une délégation de la société saoudienne « Taghreed International Limited », conduite par son président-directeur général, Mazen Abderrahmane Al-Bashar, effectue une visite en Tunisie du 22 au 25 avril afin d'explorer les opportunités de partenariat avec des fabricants et exportateurs tunisiens dans le domaine des industries pharmaceutiques et des dispositifs médicaux. Cette visite s'inscrit dans le suivi des recommandations du Forum tuniso-saoudien de l'investissement et du partenariat, tenu à Riyad en décembre 2025.

La mission vise à intensifier la coordination avec les entreprises tunisiennes actives dans le secteur des industries pharmaceutiques et des dispositifs médicaux, et à examiner les possibilités de soutenir leurs exportations vers le marché saoudien, afin de renforcer les perspectives de coopération et d'investissement entre les deux parties. Le programme de la visite comprend une séance de travail avec des représentants du ministère du Commerce et du Développement des exportations, ainsi qu'une réunion au siège de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, en présence de représentants du ministère de la Santé, de l'Agence nationale des médica-

ments et des produits de santé, de la Fédération nationale de la santé, de la Chambre nationale de l'industrie pharmaceutique, ainsi que de représentants des laboratoires de médicaments vétérinaires relevant de l'UTICA. Le programme prévoit également des visites de terrain dans plusieurs entreprises tunisiennes spécialisées dans le secteur des médicaments et des dispositifs médicaux, afin de prendre connaissance de leurs capacités de production, de leur conformité aux normes internationales, ainsi que des cadres réglementaires en vigueur pour l'exportation de médicaments vers le Royaume d'Arabie saoudite.

R.I.

RÉVISION DU CODE DE L'INVESTISSEMENT EN TUNISIE

Les chambres mixtes plaident pour un choc de confiance et de simplification

Les représentants du Conseil des chambres conjointes ont ouvert les discussions parlementaires consacrées à la révision du Code de l'investissement en dressant un diagnostic approfondi des freins structurels qui entravent encore l'attractivité de la Tunisie, selon un communiqué de l'Assemblée publié samedi 25 avril 2026. Auditionnés par la Commission de la planification stratégique, du développement durable, du transport, des infrastructures et de l'aménagement urbain, ils ont défendu une approche globale articulée autour de la confiance, de la célérité des procédures et de la sécurité juridique. Insistant sur leur rôle de pivot économique, les intervenants ont rappelé que le Conseil rassemblait 18 chambres de commerce et d'industrie mixtes, regroupant près de 5 000 en-

treprises générant environ 400 000 emplois. Ces entreprises contribuent significativement à l'économie nationale, avec des recettes estimées à 22 milliards de dinars, notamment dans des secteurs stratégiques tels que le textile et les composants automobiles. Dans un contexte international marqué par une concurrence accrue pour l'attraction des capitaux et des compétences, les représentants ont souligné que la Tunisie disposait d'atouts réels, encore insuffisamment valorisés en raison de contraintes administratives persistantes. Ils ont ainsi appelé à un changement de paradigme, en passant d'un cadre administratif contraignant à un environnement proactif et incitatif. Parmi les propositions structurantes avancées figure la mise en place de mécanismes fiscaux incitatifs en faveur des entreprises nouvellement

créées, à travers l'octroi de crédits d'impôt destinés à soutenir l'innovation et la création de valeur. Ils ont également plaidé pour la consécration d'une stabilité fiscale au bénéfice des investissements majeurs, via un dispositif contractuel garantissant la visibilité du cadre fiscal sur une durée minimale de dix ans. Les intervenants ont, par ailleurs, insisté sur la nécessité d'améliorer la gouvernance des réformes, en rendant obligatoire la publication des textes d'application dans des délais strictement encadrés et en instituant un mécanisme de suivi parlementaire régulier. Ils ont également proposé la création d'un observatoire indépendant, associant les secteurs public et privé ainsi que la société civile, chargé d'évaluer annuellement l'efficacité des politiques d'investissement. Sur le plan opérationnel, les re-

présentants du Conseil ont alerté sur les effets dissuasifs de la bureaucratie et des lourdeurs administratives, qui ont contribué à détourner plusieurs investisseurs vers d'autres destinations. Ils ont appelé à une simplification urgente des procédures, notamment pour la création d'entreprises et le lancement de projets. Ils ont également mis en exergue une incohérence normative entre le Code de l'investissement, orienté vers la libéralisation économique, et la réglementation des changes encore fondée sur un régime d'autorisation. Dans cette optique, ils ont recommandé une réforme concomitante du cadre des changes afin d'instaurer un principe déclaratif, plus conforme aux exigences d'un environnement d'affaires compétitif.

Agence

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Le sous-investissement en R&D
plombe la souveraineté
pharmaceutique

Alors que les contraintes budgétaires empêchent une augmentation significative des dépenses en R&D à court ou moyen terme, le rapport recommande aux pays d’adopter une approche graduelle axée sur l'autosuffisance en médicaments génériques et vaccins essentiels, avant d’évoluer vers les génériques complexes, les biosimilaires, et en dernier lieu, les médicaments innovants.

Synthèse R I.

La faiblesse des investissements dans la recherche et le développement (R&D) en matière de santé dans la zone subsaharienne devrait contraindre les laboratoires pharmaceutiques locaux à privilégier la production de médicaments génériques au détriment de l'innovation, freinant ainsi les ambitions de souveraineté pharmaceutique de la région. C'est ce qu'estime Fitch Solutions dans un rapport publié mi-mars 2026 et intitulé « Limited R&D Funding Will Pose Headwinds To Sub-Saharan Africa's Pharmaceutical Sovereignty Ambitions ». Le rapport précise que les dépenses de R&D dans le domaine sanitaire en Afrique subsaharienne ne représentent en moyenne que 0,02 % du PIB de la région, contre 0,08 % en Europe et 0,04 % en Amérique du Nord. Les parts du PIB dans les pays leaders de la région tels que le Kenya (0,19 %) et l'Afrique du Sud (0,13 %) ne constituent qu'une petite fraction de ce qui est consacré à la R&D dans le secteur sanitaire des pays développés. En valeur absolue, les investissements de 52,4 millions USD du Kenya et de 466 millions USD de l'Afrique du Sud restent insuffisants pour soutenir les infrastructures d'essais cliniques et les instituts de recherche nécessaires à la découverte et au développement de nouveaux médicaments. Ce sous-investissement perpétue la dépendance de la région aux importations de médicaments essentiels. Des

marchés tels que le Kenya, le Nigeria et le Ghana sont ainsi confrontés à des déficits commerciaux persistants, enregistrant des balances commerciales pharmaceutiques négatives de respectivement -500 millions, -950 millions et -410 millions USD en 2024. Les investissements inférieurs aux niveaux nécessaires pour développer une capacité d'innovation pharmaceutique significative rendent aussi la région vulnérable aux perturbations des chaînes d'approvisionnement et aux pressions sur les prix. Mais Fitch Solutions ne s'attend pas à ce que les pays augmentent significativement leurs dépenses en R&D dans le domaine de la santé à court ou moyen terme, compte tenu des priorités budgétaires concurrentes, notamment le développement des infrastructures. Les fabricants de produits pharmaceutiques opérant en Afrique subsaharienne continueront, de ce fait, à se concentrer sur la production de médicaments génériques plutôt que sur le développement de traitements innovants adaptés à la charge de morbidité spécifique de la région.

Atteindre l'autosuffisance
en médicaments génériques

La production de médicaments génériques constitue d'ailleurs la voie commerciale la plus viable pour les fabricants basés en Afrique subsaharienne. Les fondamentaux économiques du marché favorisent fortement cette

approche, la demande en médicaments génériques étant forte et ceux-ci nécessitant des investissements en capital nettement inférieurs à ceux requis pour le développement de médicaments princeps (version originale d'un médicament). De plus, les médicaments génériques se heurtent généralement à moins d'obstacles réglementaires pour obtenir leur autorisation de mise sur le marché. Le rapport souligne d'autre part que la souveraineté pharmaceutique sera atteinte progressivement et sur le long terme au Sud du Sahara, avec des étapes réalistes à court terme, notamment l'autosuffisance en matière de fabrication de médicaments génériques et de vaccins essentiels, parallèlement au renforcement des capacités en matière d'essais cliniques. L'industrie pharmaceutique africaine devrait ainsi passer progressivement des médicaments génériques simples aux génériques complexes (versions de médicaments originaux dont le développement demande une R&D accrue et des études de bioéquivalence avancées), puis aux biosimilaires (version très similaire d'un médicament biologique princeps produit à partir de cellules vivantes) et aux médicaments princeps innovants. Cette approche graduelle jettera les bases d'un objectif de souveraineté plus ambitieux, qui se concrétisera à mesure que les économies se développeront et que les capacités budgétaires s'élargiront.

LIBERIA

Le pays lance un
système numérique
de suivi des
performances du
gouvernement

Depuis quelques années, le numérique s'impose comme un outil fondamental dans l'administration publique. Au Liberia, le gouvernement y a recours dans le cadre des contrats de performance. Dans un communiqué publié mercredi 22 avril, le Liberia annonce une réforme de son administration en misant sur une gouvernance axée sur les résultats. Le président de la République, Joseph Boakai (photo), a récemment signé des contrats de performance avec les ministères et agences publiques pour l'année 2026, marquant une volonté de renforcer la redevabilité de l'État. Selon plusieurs sources médiatiques locales, ces contrats s'appuient sur un système numérique de suivi des performances, conçu comme un tableau de bord centralisé. Celui-ci permet de collecter et d'analyser les données issues des différentes structures publiques afin de faciliter le pilotage de l'action gouvernementale. Toutefois, les autorités n'ont pas détaillé publiquement l'ensemble des fonctionnalités techniques de cette plateforme. Dans sa communication officielle, l'exécutif met surtout l'accent sur la transparence et la nécessité de rendre les institutions davantage responsables de leurs résultats. La démarche vise également à renforcer la confiance des citoyens et des partenaires internationaux, dans un contexte où l'efficacité de l'action publique est régulièrement questionnée. « Le PMCS [le système de gestion de la performance et de la conformité, Ndlr] n'est plus une simple idée ; c'est désormais un cadre opérationnel qui façonne la performance des institutions et la prestation des services à l'échelle de l'État », a déclaré le président Boakai. R.E

GHANA

Les exportations de cacao transformé ont généré 1,8 milliard \$ en 2025 (+90 %)

Au Ghana, la filière cacao demeure la principale source de recettes agricoles à l'exportation. Si la majorité de la production continue d'être expédiée sous forme brute, la transformation locale gagne en importance et devrait se consolider dans les prochaines années. Au Ghana, les recettes d'exportation générées par les produits dérivés du cacao ont augmenté de 90 % d'une année sur l'autre pour atteindre 1,8 milliard \$ en 2025. C'est ce qui ressort du rapport annuel de l'Auto-

rité ghanéenne de promotion des exportations (GEPA) sur les statistiques des exportations non traditionnelles, publié le 19 avril dernier. Cette catégorie de produits, incluant la pâte, le beurre, la poudre et le tourteau de cacao, constitue des intrants essentiels pour les industries du chocolat, de la confiserie ou encore des boissons. D'après la GEPA, la forte progression des ventes enregistrée en 2025 s'explique principalement par la demande accrue ainsi que par la hausse des prix du cacao

au début de l'année, qui ont permis de mieux valoriser les produits dérivés. « Les contrats à terme sur le cacao ont atteint des sommets inédits depuis plusieurs décennies en début d'année, sous l'effet de perturbations de l'offre en Afrique de l'Ouest. Bien que les prix aient reculé par la suite en 2025, ils sont restés nettement supérieurs aux niveaux d'avant 2024, soutenant ainsi les recettes d'exportation », peut-on lire dans le rapport. Dans le détail, la pâte de cacao a généré la valeur d'exportation

la plus élevée, atteignant 789,3 millions \$, en hausse de 70,97 % par rapport à 2024. Elle est suivie par le beurre de cacao dont les recettes d'exportation ont plus que doublé pour s'établir à 635,7 millions \$, de même que les ventes de poudre de cacao qui ont rapporté 233,8 millions \$. Les tourteaux de cacao ont quant à eux généré près de 140 millions \$ de recettes, signant une croissance de 56 % d'une année sur l'autre. Au Ghana, la poursuite de la croissance des exportations de déri-

vés du cacao est attendue au cours des prochaines années. D'après la GEPA, cette dynamique devrait être soutenue par les politiques publiques prévoyant d'allouer 50 % des fèves de cacao à la transformation locale à compter de la campagne 2026/2027. Cette ambition a été révélée le 12 février dernier par Cassiel Ato Forson, ministre des Finances du pays, lors d'un point de presse à Accra relayé par plusieurs médias locaux et internationaux. R.E.

ZAMBIE

Un projet de 710 millions USD pour soutenir la production de cuivre

En Zambie, la production de cuivre est attendue en hausse au cours des prochaines années avec pour objectif d'atteindre 3 millions de tonnes d'ici 2031. Pour y parvenir, Lusaka mise à la fois sur des initiatives destinées à optimiser les mines existantes et sur la réhabilitation de certains sites. En Zambie, le groupe chinois China Nonferrous Metal Mining Group (CNMC) prévoit de relancer, dès le mois d'août, la production sur sa mine de cuivre de Luanshya. Appuyé par un investissement estimé à 710 millions USD, ce

projet devrait à terme soutenir les ambitions de croissance de la production nationale, selon un communiqué du ministère des Mines publié le jeudi 23 avril. Considérée comme l'un des plus anciens sites d'exploitation cuprifère du pays, Luanshya Mine a été rachetée par CNMC en 2009, dans un contexte de déclin de sa production. En vue de relancer les opérations, la société mène actuellement des travaux de réhabilitation des infrastructures, incluant notamment l'assèchement du site.

Dans cette dynamique, une reprise de la production est attendue dans la partie inférieure de la mine d'ici l'échéance annoncée, tandis que la réhabilitation de la partie supérieure devrait se poursuivre en vue d'un retour à pleine capacité à l'horizon 2029. À terme, la mine devrait produire environ 100 000 tonnes de cuivre par an d'ici 2030, contribuant ainsi aux ambitions de la Zambie de porter sa production nationale à 3 millions de tonnes à l'horizon 2031, contre 890 346 tonnes en 2025. « Cette réalisation constitue une étape

majeure dans la revitalisation des opérations minières à Luanshya et témoigne de l'engagement constant du gouvernement à exploiter le potentiel minier de la Zambie de manière durable et structurée [...]. Une fois pleinement opérationnelle, la nouvelle mine de Luanshya devrait produire environ 100 000 tonnes de cuivre par an d'ici 2030, contribuant ainsi de manière significative aux objectifs nationaux de production de cuivre de la Zambie », peut-on lire dans la note. Agence

POINT-MARCHÉS

Un marché à deux vitesses

La semaine a parfaitement illustré la dynamique actuelle des marchés : Wall Street a enchaîné les records, tandis que les places européennes ont marqué le pas. La saison des résultats, désormais bien lancée, a rythmé les séances. Dans ce contexte, le secteur des semi-conducteurs reste porté par l'essor de l'IA et continue de tirer les indices vers le haut.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

Tops Europe
Viridien +26,95 % : Ormuz toujours bloqué, négociations dans l'impasse : le Brent a-t-il fini de grimper ? Le baril s'envole de 10% sur la semaine à 106 USD, propulsant les pétroliers européens avec Equinor, Aker BP et Maurel dans le sillage du raffineur finlandais. Viridien surjoue le mouvement grâce au coup de pouce de Barclays, qui repasse positif sur le dossier. STMicroelectronics +16,55 % :les hyperscalers ont-ils faim de puces ? Les fabs européennes répondent présent. Le franco-italien s'envole avec ASMI, dont les prévisions du T2 explosent les attentes, Infineon et BE Semi suivent la tendance, tous portés par l'appétit des centres de données. K+S +9,06 % : le producteur d'engrais et de sel pulvérise les attentes au 1er trimestre et relève ses objectifs annuels. Les résultats bondissent à 280 MEUR contre 225 attendus, portés par l'envolée des prix agricoles et un démarrage canon des sels de déverglaçage. Vusion +10,33 % :le 1er trimestre tient ses promesses, la feuille de route reste intacte. Le spécialiste français des étiquettes électroniques confirme ses objectifs annuels après une croissance solide portée par les logiciels cloud et services qui explosent de 53%. RWE +7,23 % : deux accords en une journée, l'allemand muscle son offshore et son stockage. Le groupe énergétique prolonge jusqu'à 2027 son partenariat avec ZITON sur les navires jack-up pour ses parcs éoliens au Royaume-Uni et en Europe, et s'associe à Polarium pour piloter 50 MW de batteries virtuelles agrégées en Allemagne. Siemens Energy +9,04 % : quand les carnets débordent jusqu'en 2030, il est difficile de ne pas relever les objectifs. Le groupe allemand d'équipements énergétiques s'envole à un sommet historique : ses prises de commandes pour les réseaux électriques et les turbines à gaz explosent de 30% au 2e trimestre.

Flops Europe
Biomérieux -22,25 % : dévisse après la publication de résultats décevants au premier trimestre, avec un chiffre d'affaires en recul, entraînant un abaissement des objectifs pour 2026 “au regard de la performance du premier trimestre et de la dynamique actuelle du marché”. Safran -14,37 % : plonge après la dégradation de recommandation de Jefferies. La banque d'investissement affiche “une vision plus prudente sur les activités aéronautiques de l'entreprise en raison des difficultés du secteur aérien liées au contexte géopolitique au Moyen-Orient”. Ce sentiment pèse aussi sur Rolls Royce (-13%) qui subit les mêmes craintes d'un ralentissement du trafic aérien mondial. Essilorluxottica -13,91 % : ne parvient pas à rassurer les marchés malgré la publication de bons résultats. Le lunetier est sanctionné par les investisseurs qui jugent ses objectifs de croissance trop ambitieux sur les prochains trimestres face à un ralentissement de la dynamique et une concurrence accrue sur “les lunettes avec IA”. Unicredit -10,86 % : la forte opposition concernant son projet d'OPA sur Commerzbank fait chuter le titre. La banque allemande rejette l'offre, jugeant qu'il n'existe pas de plan de rapprochement convaincant.

Top US
United Rentals+22,39 % : portée par la forte

demande en équipements de location liée aux grands projets de construction de centres de données, la société enregistre un premier trimestre record. Fort de ce début d'année United Rentals relève ses prévisions. Texas Instruments+20,59 % : une bonne surprise a, comme souvent, de quoi séduire les marchés. Cela s'est vérifié pour cette société spécialisée dans les semi-conducteurs, qui a publié un BPA en hausse de 31%, à 1,68 USD, nettement supérieur à la fourchette visée de 1,22 à 1,48 USD.

Flops US
Medpace-21,14 % : à l'occasion de la publication de résultats conformes aux attentes, le PDG de Medpace, August Troendle, a fait état d'une nouvelle hausse des annulations de projets inscrits au carnet de commandes, à leur plus haut niveau depuis plus d'un an. Ces annulations concernent principalement les segments de l'oncologie et du cardiovasculaire. Lululemon-14,04 % : recruter une dirigeante associée à la perte de vitesse de son ancienne entreprise peut sembler, à première vue, contre-intuitif. C'est pourtant le pari de Lululemon : Heidi O'Neill succèdera à Calvin McDonald à la tête du groupe. Si son action a contribué à relancer le segment féminin chez Nike, son rôle dans la stratégie menée sous John Donahoe, largement accusée d'avoir bridé l'élan de la marque, apparaît aujourd'hui comme un passif difficile à ignorer.

Matières premières
Energie : Les prix du baril repartent à la hausse à mesure que les espoirs d'une résolution pacifique entre les États-Unis et l'Iran s'estompent. Les négociations entre Washington et Téhéran stagnent. L'Iran exige la fin du blocus maritime américain sur ses ports avant de reprendre les discussions. En réponse, Donald Trump maintient le cessez-le-feu mais ordonne à la marine américaine de détruire les navires iraniens qui posent des mines dans le détroit d'Ormuz. Le blocage continu du détroit maintient le marché sous pression. Sur l'ensemble de la semaine, les cours du brut bondissent d'environ 10% (104,75 USD pour le Brent et 95 USD pour le WTI). Pour compenser le manque de brut en provenance du Moyen-Orient, les acheteurs mondiaux se tournent vers les États-Unis. L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) rapporte des exportations records de pétrole et de produits raffinés. Métaux : Hausse des prix de l'énergie, progression du dollar et risque géopolitique, c'est le cocktail qui pèse sur les cours des métaux cette semaine. Le cours de l'or affiche une légère baisse à 4725 USD. Les nouvelles tensions au Moyen-Orient ne déclenchent pas d'achats de précaution massifs. Le métal précieux dépend désormais de l'évolution des rendements obligataires et du dollar. Un dollar fort rend l'or plus cher pour les acheteurs internationaux, ce qui limite la demande tandis que des rendements plus élevés pénalisent l'or, qui n'en délivre aucun. A Londres, le cuivre s'éloigne de ses récents sommets et s'échange autour de 13355 USD. Relevons la progression du nickel (à 18737 USD), qui a atteint son plus haut niveau depuis janvier. Eramet devrait suspendre la production de sa mine en Indonésie le mois prochain, à la suite de l'expiration de ses quotas d'extraction, ce qui génère une certaine tension sur l'offre. Produits agricoles : Les prix des principales

matières premières agricoles ont progressé cette semaine. Dans les grandes lignes, deux facteurs principaux expliquent cette tendance : d'une part, les tensions au Moyen-Orient font grimper les cours du pétrole et les coûts de transport. D'autre part, la sécheresse aux États-Unis menace les rendements des futures récoltes. Le cours du blé enregistre une deuxième hausse hebdomadaire consécutive. Le blé s'échange à 623 cents à Chicago (contrats échéance juillet 2026). La sécheresse s'aggrave dans les plaines américaines, ce qui limite le développement des cultures. Le maïs progresse également à 465 cents. La hausse des prix du pétrole soutient le maïs. Une énergie chère stimule la demande pour les biocarburants à base de maïs.

Macroéconomie
Macro : Les résultats des entreprises concentrent actuellement l'attention de la communauté financière mais la partie de poker menteur qui se joue au moyen-orient pourrait rapidement refaire la une de l'actualité surtout si le détroit reste bloqué encore plusieurs semaines. Le maintien du pétrole à des niveaux élevés ne manquera pas de peser négativement sur les économies les plus dépendantes, Europe en tête. Une manière d'illustrer le propos est de regarder la performance de l'indice paneuropéen, le Stoxx Europe 600 : il n'arrive pas à dépasser ses sommets de l'année tandis que les indices américains, S&P 500 et Nasdaq sont assez largement au-dessus. Il est grand temps que la circulation des marchandises soit rétablie si on veut éviter une récession, doublée d'une crise alimentaire. En effet, plus de 30% des engrais, vitaux pour les cultures, passent par le détroit d'Ormuz. Ainsi, en l'absence d'épandage suffisant au printemps, les rendements agricoles diminuent et les prix augmentent. Espérons que ce scénario pessimiste ne voit jamais le jour. Crypto : Quatrième semaine consécutive de hausse pour le bitcoin, qui grimpe de +6% depuis lundi et revient flirter avec les 80 000

USD. Depuis le début du mois, le BTC bondit de +15%. Il reste malgré tout en baisse de -38% par rapport à son sommet d'octobre dernier. Du côté des ETF bitcoin spot, les entrées nettes continuent de s'accumuler. Cette semaine, 800 MUSD ont été enregistrés dans ces produits boursiers, portant le total à 2,6 MrdsUSD en l'espace de trois semaines. Il faut dire que les choses bougent du côté des produits boursiers adossés au BTC. Morgan Stanley a lancé son propre ETF en début de mois, devenant ainsi la première banque américaine à proposer un tel produit aux côtés de douze gestionnaires d'actifs comme BlackRock et Fidelity. Cette semaine, c'est au tour d'Amundi, qui a annoncé le lancement d'un ETP bitcoin. Le gestionnaire européen vise un encours compris entre 300 et 500 MUSD pour cette première année de commercialisation. Affaire à suivre. Du côté des autres cryptomonnaies, l'ether (ETH) progresse de +2,8% depuis lundi, Solana (SOL) de +3,5%, tandis que le XRP (XRP) affiche une hausse de +3,4%. Les forces de traction et d'attraction du marché boursier sont en train de changer : l'IA dicte sa loi (haussière), mais le reste de la planète finance a du mal à adhérer et encore plus à suivre la cadence. Il en résulte un curieux mélange qui manque un peu d'homogénéité. L'autre interrogation majuscule du moment est plus terre-à-terre : à quel point la douleur des prix élevés du pétrole est-elle supportable ? C'est dans ce contexte que se profile une période clef pour les entreprises et pour la macroéconomie. C'est la semaine charnière des publications de résultats du 1er trimestre, celle qui héberge à la fois Alphabet, Microsoft, Meta, Apple ou Eli Lilly aux Etats-Unis et Airbus, Air Liquide, AstraZeneca, TotalEnergies, UBS et Schneider en Europe. Semaine charnière aussi côté macro, avec de multiples décisions des banques centrales sur leurs taux : Banque du Japon, Banque du Canada, Réserve fédérale, Banque d'Angleterre, Banque centrale européenne et Banque d'Australie.

Source: Zonebourse

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 23 Avril 2026 Valeur : 27 Avril 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.4005	132.4155
1	EUR	EURO		154.9483	154.9923
1	GBP	POUND STERLING		178.5577	178.6261
100	JPY	JAPANESE YEN		82.9421	82.9567
1	CNY	CHINESE YUAN		19.3763	19.3811
1	CHF	SWISS FRANC		168.7490	168.7897
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.8619	96.9012
1	DKK	DANISH KRONE		20.7342	20.7392
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.3589	14.3627
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2380	14.2605
1	AED	UAE DIRHAM		36.0460	36.0599
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2993	35.3052
1	KWD	KUWAITI DINAR		430.0114	430.4795
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.2766	45.7317
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.3286	14.3302
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.8433	20.9502
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3453	3.3557
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.6868	181.6868

ÉNERGIE

L'UE riposte à la flambée des prix avec un plan d'urgence

Face à la flambée des prix des énergies fossiles, l'UE dégage un plan à double détente. Mercredi, la Commission européenne a dévoilé des mesures d'urgence (aides directes, chèques énergie, baisse de taxes) couplées à une accélération de la transition verte. Objectif : protéger les ménages vulnérables tout en réduisant structurellement la dépendance du continent aux hydrocarbures importés.

Synthèse Rédaction internationale

La Commission européenne a dévoilé mercredi une série de mesures visant à protéger ménages et entreprises face à la hausse des prix des énergies fossiles, mais aussi à accélérer la transition vers une énergie propre produite en Europe. Ces mesures ont pour objectifs d'apporter un soutien immédiat, en particulier aux acteurs les plus vulnérables, tout en réduisant structurellement la dépendance de l'UE aux combustibles fossiles. L'Exécutif européen souligne que, depuis l'escalade du conflit au Moyen-Orient, l'UE a dépensé 24 milliards d'euros de plus en importations d'énergie, sans pour autant obtenir la moindre quantité d'énergie supplémentaire. « Les choix que nous faisons aujourd'hui façonneront notre capacité à faire face aux défis actuels et aux crises de demain

», a déclaré la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, insistant sur la nécessité d'accélérer le passage à des énergies propres produites localement, afin de renforcer l'indépendance et la sécurité énergétiques. Le dispositif annoncé combine des mesures à court terme et des actions structurelles. Il prévoit notamment un renforcement de la coordination entre Etats membres, en particulier pour le remplissage des stocks de gaz, la gestion des réserves pétrolières et les mesures d'urgence nationales. La Commission propose également la création d'un observatoire des hydrocarbures afin de suivre la production, les importations, les exportations et les niveaux de stocks dans l'UE, pour anticiper d'éventuelles pénuries et faciliter des réponses ciblées. Parmi les mesures immédiates figurent des dispositifs temporaires et ciblés pour

amortir les pics de prix, tels que des aides directes aux revenus, des chèques énergie ou encore une baisse des taxes sur l'électricité pour les ménages vulnérables. Un cadre temporaire d'aides d'Etat doit aussi offrir davantage de flexibilité aux gouvernements pour soutenir les secteurs les plus exposés. À plus long terme, l'Exécutif européen entend accélérer l'électrification de l'économie, avec la présentation d'un plan d'action dédié attendu d'ici l'été, visant notamment les secteurs industriel, des transports et du bâtiment. Bruxelles prévoit également de renforcer les réseaux électriques, d'accélérer le déploiement des énergies renouvelables, y compris l'éolien offshore et l'hydroélectricité, ainsi qu'une réforme de la fiscalité énergétique pour favoriser l'électricité par rapport aux combustibles fossiles.

ETATS-UNIS

Croissance et plein-emploi à l'épreuve des incertitudes

Le rythme de la croissance américaine est élevé et celle-ci bénéficie d'un momentum solide, mais repose sur une base étroite – l'IA pour l'activité, la santé pour l'emploi. Le choc énergétique représente, dans ce contexte, un nouveau défi. Son impact dépendra de la durée et de l'intensité de la guerre en Iran. Mais il amplifiera certainement une inflation déjà au-dessus de la cible. Notre scénario central anticipe une croissance du PIB de +2,4% en 2026 (révisée de -0,3pp par rapport à nos prévisions pré-guerre) et de +2,3% en 2027 (+0,3pp). L'inflation est attendue à +3,3% en 2026. Nous nous attendons, dès lors, à ce que la Fed adopte une posture symétrique autour d'un scénario central de statu quo. L'évolution des droits de douane reste une source d'inquiétude, de même que la trajectoire du déficit budgétaire fédéral, qui devrait se creuser, pénalisant notamment par le coût du conflit. Croissance : la surperformance liée à l'IA résistera-t-elle à la hausse des prix de l'énergie ? En 2026, la croissance américaine



serait portée par les mêmes facteurs qu'en 2025 : investissements liés à IA, effet richesse induit par des capitalisations boursières élevées (jusqu'en février) et hausse des dépenses de santé (+0,4pp à 6,0% du PIB en 2025, attendu stable en 2026). L'essor de l'IA, com-

biné à la quasi-stagnation de l'emploi, sous-tend le dynamisme des gains de productivité, supérieurs à leur rythme pré-pandémique (+2,3% a/a en moyenne depuis 2023, +1,4% entre 2014 et 2019 ; graphique 2). D'après le Congressional Budget Office (CBO), ces

gains perdureraient en 2026 (+2,2%). Toutefois, la croissance repose sur une base étroite, les autres secteurs ne bénéficiant pas des mêmes dynamiques, avec une croissance de l'investissement « en forme de K » (voir notre Graphique de la semaine). Croissance et inflation Le conflit en Iran crée un risque baissier. De plus, le statut d'exportateur net d'hydrocarbures des États-Unis ne protège pas totalement son économie des effets de l'inflation sur le pouvoir d'achat et de la hausse des coûts sur les marges des entreprises (déjà pénalisées par les tarifs douaniers). Ainsi, la croissance pourrait être amputée de quelques dixièmes de points de pourcentage en 2026 en fonction de la durée et de la sévérité du conflit. Au global, le risque n'est pas tant celui d'une croissance américaine en deçà de son potentiel (1,8%), mais plutôt d'une croissance encore plus inégalement répartie, avec une économie davantage affaiblie en dehors du paravent de l'IA.

R E.

INFLATION EN HAUSSE

L'économie britannique rattrapée par la guerre au Moyen-Orient

Le taux d'inflation au Royaume-Uni a grimpé en mars, poussé comme ailleurs par l'envolée des prix des carburants avec la guerre au Moyen-Orient. Le taux d'inflation au Royaume-Uni a grimpé en mars, poussé comme ailleurs par l'envolée des prix des carburants : l'économie britannique, qui montrait enfin des signes de redressement en début d'année, a été rattrapée en mars par la guerre au Moyen-Orient. L'indice des prix à la consommation (CPI) est reparti à la hausse le mois dernier, à 3,3% sur un an, contre 3% en février, a annoncé mercredi l'Office national des sta-

tistiques (ONS). L'accélération de l'inflation, en ligne avec les attentes des économistes, s'explique "largement par la hausse des prix des carburants, qui ont connu leur plus forte progression en près de trois ans", résume Grant Fitzner, économiste en chef de l'ONS. L'économie britannique avait pourtant semblé amorcer un redressement en début d'année, selon des chiffres publiés récemment par l'institut statistique, avec une hausse surprise de 0,5% du produit intérieur brut (PIB) en février et un recul inattendu du chômage à 4,9%.

"Il semblait que les responsables politiques avaient dompté le monstre de l'inflation. Mais les règles du jeu ont changé, révélant la vulnérabilité du Royaume-Uni aux pressions extérieures, et le retour à l'objectif d'inflation de 2% apparaît désormais de plus en plus incertain", affirme Joe Nellis, économiste chez MHA.

"Ce n'est pas notre guerre"

Le pays, dont le mix énergétique est encore très dépendant du gaz, n'est pourtant pas le seul à voir l'inflation accélérer dans la foulée de la guerre au Moyen-Orient,

déclenchée le 28 février par des frappes américaines et israéliennes contre l'Iran, qui a entraîné une flambée des prix du pétrole et du gaz. Les Etats-Unis ont vu l'indice des prix à la consommation (CPI) bondir de 3,3% en mars (contre 2,4% en février). En zone euro, il a augmenté de 2,6% (contre 1,9% le mois précédent). Mais la hausse des prix met une pression supplémentaire sur le gouvernement travailliste de Keir Starmer, déjà en difficulté après un énième rebondissement de l'affaire Mandelson (une déclinaison britannique de l'affaire Epstein)

Agence

EN RAISON DE LA GUERRE EN IRAN Allemagne divise sa prévision de PIB de 1 % à 0,5 %

Mercredi, la ministre allemande de l'Économie et de l'Énergie, Katherina Reiche, a annoncé une forte révision à la baisse des prévisions de PIB, ramenant l'objectif de croissance pour 2026 à 0,5 %. Il s'agit d'une réduction marquée par rapport au rythme de 1 % anticipé initialement en janvier, qui laisse présager une période de stagnation prolongée pour la locomotive économique de la zone euro. Selon les derniers chiffres publiés par le gouvernement allemand, les perspectives pour 2027 ont elles aussi été revues à la baisse, avec une prévision de croissance ramenée à 0,9 %, contre 1,3 % auparavant. Cette confirmation officielle intervient après plusieurs jours de spéculations sur la capacité de résistance du modèle industriel allemand face à la montée des tensions mondiales. Des responsables à Berlin ont souligné que cette révision à la baisse était inévitable et que le principal déclencheur de ce coup de frein économique est la guerre en cours en Iran, qui a provoqué un choc énergétique massif sur l'ensemble du continent. L'Allemagne, grande puissance industrielle, est particulièrement sensible aux fluctuations du coût du pétrole et du gaz naturel, dont les prix se sont envolés depuis le début des hostilités. Les rapports gouvernementaux indiquent que les « retombées de la guerre en Iran » ont perturbé les chaînes d'approvisionnement et renchéri le coût des matières premières, compliquant la tâche des exportateurs allemands pour rester compétitifs à l'échelle mondiale. L'incertitude entourant le conflit a également conduit les investisseurs privés à adopter une attitude clairement attentiste. De nombreuses entreprises ont choisi de mettre en pause leurs grands projets d'expansion, craignant qu'une escalade régionale plus large n'alimente encore la volatilité des marchés. Ce manque d'investissements, combiné à la hausse des factures d'énergie des ménages qui pèse sur la consommation intérieure, exerce un effet de tenaille sur l'économie allemande.

R I.

MAILBOX

“Depuis Trump, nos inscriptions ont bondi de 80%”

Face à Google et Microsoft, le fournisseur allemand mailbox revendique une alternative souveraine, chiffrée et conforme au RGPD. L'entreprise n'affiche aucune publicité, et n'a aucun investisseur, ni aucun serveur hors d'Europe. Son fondateur Peer Heinlein nous explique pourquoi la défiance envers les Big Tech américaines lui donne aujourd'hui le vent en poupe.

1^{ère} partie

Depuis les révélations d'Edward Snowden en 2013, la question de la souveraineté numérique a cessé d'être un débat de spécialistes pour devenir un enjeu politique majeur — en particulier en Europe. C'est précisément dans ce contexte que le groupe allemand Heinlein a bâti mailbox, un service de messagerie et d'espace de travail numérique qui revendique une infrastructure 100 % hébergée en Allemagne, soumise au seul droit européen. Peer Heinlein, fondateur et CEO, nous fera le point sur la trajectoire du service, ses ambitions face à Gmail et Outlook, et sa vision d'une Europe enfin capable de se passer des hyperscalers américains.

Mailbox existe depuis 2014, lancé juste après les révélations Snowden. Avec le recul, avez-vous l'impression que le marché a fini par rattraper ce que vous construisiez dès le départ ?

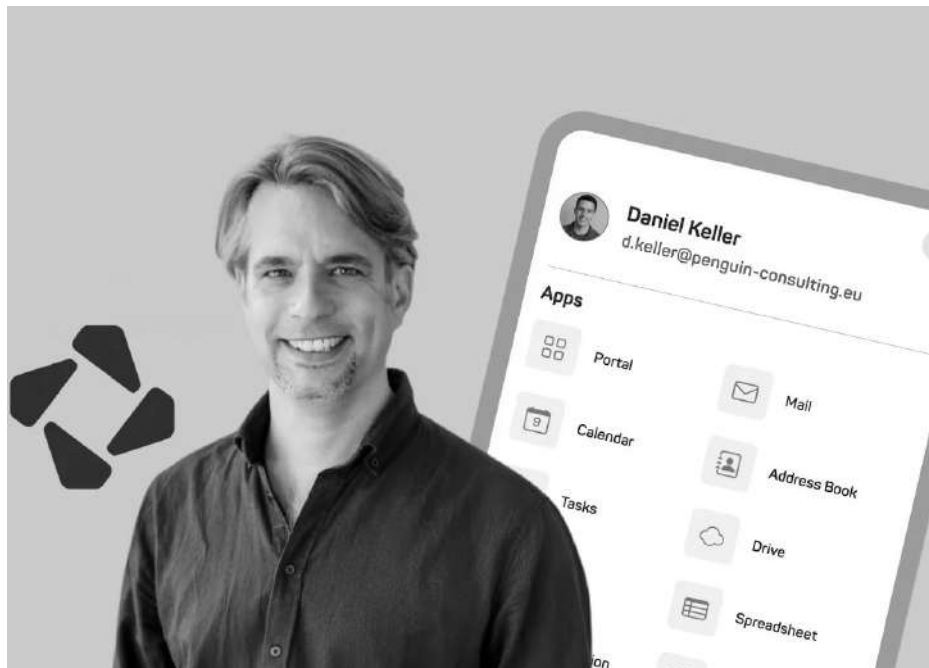
Peer Heinlein : En réalité, nous avons démarré en 1989 avec notre premier FAI, « JPBerlin.de », lequel était déjà engagé en faveur de communications sécurisées et chiffrées. C'est toutefois les révélations d'Edward Snowden sur la surveillance de la NSA, en 2013, qui nous ont poussés à refondre nos infrastructures et à créer mailbox, un fournisseur d'e-mail et de communications à l'échelle internationale, axé sur la sécurité, la fiabilité et l'absence de publicité.

Beaucoup de choses ont changé depuis tant sur le plan de la politique numérique que de la géopolitique. Et c'est vrai aussi au sein de l'entreprise mailbox avec les dérives de la collecte de données par les grandes entreprises américaines, les avancées de l'IA, le Cloud Act américain, les bouleversements géopolitiques de ces dernières années, pour n'en citer que quelques-uns. Tout cela se fait clairement sentir partout dans le monde, et particulièrement en Europe.

À mesure que la prise de conscience des conséquences de ces évolutions s'est développée, le besoin de souveraineté numérique (à l'échelle des États, des entreprises et des particuliers) s'est lui aussi intensifié. Cela se traduit concrètement dans la demande de solutions souveraines et open source, qui s'est considérablement renforcée.

Durant cette période, mailbox s'est imposée comme une alternative sécurisée, souveraine et conforme au RGPD face à Google Workspace et Microsoft 365. En janvier 2025, nous avons lancé EVAC by Mailbox : une plateforme de communication secondaire conçue pour permettre aux entreprises et aux administrations publiques de maintenir leur activité en cas de défaillance de leur système principal. Face à la recrudescence des cyberattaques et à d'autres facteurs de risque, nous proposons aux organisations une solution de continuité d'activité fiable et sécurisée pour les situations d'urgence.

Nous faisons partie du Heinlein Group, qui défend depuis 30 ans la souveraineté numérique, la protection des données et l'open source. Nous nous considérons comme des pionniers, et nous nous réjouissons des nombreuses alternatives souveraines qui ont émergé depuis, qu'il s'agisse d'applications de messagerie, de



services de paiement ou de réseaux sociaux. Cette diversité nous rend optimistes. Il appartient désormais au secteur public et aux entreprises d'en tirer parti pour se libérer de leur dépendance aux services numériques américains.

Pouvez-vous nous donner une idée de la taille de votre base d'utilisateurs ? Avez-vous observé une croissance significative depuis la vague de prise de conscience sur la vie privée qui a suivi les révélations Snowden en 2013, ou plus récemment avec la méfiance croissante envers les Big Tech américaines ?

P.H. : Nous promouvons activement depuis des décennies une communication sécurisée, indépendante et librement accessible sur internet. Aujourd'hui, nous proposons une plateforme intégrée qui couvre tous les aspects de la communication numérique : pour les entreprises de tous secteurs, les établissements scolaires et les institutions publiques, les particuliers et les familles entières. Nous restons fidèles à nos principes. Cette constance et cet esprit d'innovation nous ont permis de faire croître régulièrement notre nombre d'utilisateurs au fil des années. Le début du second mandat de Donald Trump a notamment servi d'électrochoc pour beaucoup. Depuis lors, de plus en plus d'organisations et de particuliers cherchent spécifiquement des solutions qui leur permettent d'acquérir leur indépendance et de disposer d'une véritable autodétermination numérique. Dans l'année qui a suivi l'investiture de Trump, nous avons observé 80 % d'inscriptions supplémentaires sur mailbox par rapport à la même période l'année précédente. OpenTalk, la solution de visioconférence du Heinlein Group, a même enregistré une hausse d'environ 114 %. Par ailleurs, nous nous réjouissons de l'intérêt croissant que suscite notre solution de continuité d'activité EVAC.

Gmail et Outlook dominant toujours le marché avec des centaines de millions d'utilisateurs. Que dites-vous à quelqu'un qui n'a jamais remis en question l'utilisation de ces services ?

P.H. : Gmail et Outlook offrent indéniablement d'excellents services à leurs utilisateurs. Ils sont connus, omniprésents,

pratiques. Et, à première vue, gratuits pour les particuliers. Cependant, Google fait commerce des données de ses utilisateurs. L'entreprise analyse leur comportement afin de personnaliser la publicité. Ainsi, en réalité, le fournisseur d'e-mail soi-disant « gratuit » qu'est Gmail ne l'est qu'en échange de l'utilisation des données à des fins de profilage et de ciblage publicitaire. Ce qui est hautement contestable du point de vue du droit à la protection des données.

L'accoutumance à certains services américains devient également dangereuse, et coûteuse, pour les entreprises et le secteur public. Début 2025, l'ONG autrichienne noyb a remporté une victoire après que Microsoft 365 Education avait traqué des élèves sans leur consentement pour analyser leurs comportements et leurs données de navigation, puis les exploiter à des fins publicitaires.

La Conférence des autorités indépendantes de protection des données en Allemagne avait pourtant déjà établi en 2022 que Microsoft 365 ne peut pas être utilisé en conformité avec le RGPD. Mais, l'administration fédérale allemande transfère chaque année davantage de fonds publics à cette entreprise américaine pour ses licences Microsoft. En 2025, ce montant avait déjà atteint 481,4 millions d'euros. À chaque licence achetée, l'effet de verrouillage fournisseur se renforce. La capacité d'intégrer d'autres solutions diminue, la flexibilité recule, et le changement devient encore plus difficile. À mesure que la dépendance s'accroît, les entreprises et le secteur public affaiblissent leur propre position de négociation.

Les gouvernements auraient dû tirer la sonnette d'alarme au plus tard lorsque les États-Unis ont imposé des sanctions contre des juges de la Cour pénale internationale. Les personnes concernées font état de sanctions étendues non seulement à leur encontre, mais aussi à celle de leurs proches, comme la suspension de leurs comptes Google. L'isolement numérique est ici délibérément utilisé comme moyen de pression.

En Allemagne, des interdictions d'entrée sur le territoire américain ont été imposées fin 2025 à Anna-Lena von Hodenberg et Josephine Ballon, les deux directrices générales de l'organisation HateAid,

qui vient en aide aux victimes de violences numériques et est impliquée dans la mise en œuvre du Digital Services Act (DSA). Offrir aux personnes et aux organisations une solution d'urgence dans de telles situations était, soit dit en passant, l'une des raisons qui ont motivé le développement d'EVAC.

En s'appuyant sur des solutions numériquement souveraines et en gagnant en indépendance, nous pouvons contrer ce type de dérives, qu'il s'agisse de moyens de pression, d'un manque de transparence sur le traitement des données et les localisations des serveurs, ou de possibilités limitées pour changer de fournisseur.

Quand on pense à l'e-mail privé, des noms comme Proton Mail ou Tuta reviennent souvent en premier. Qu'est-ce que mailbox offre que ces services n'ont pas, et où se situent selon vous les différences clés ?

P.H. : mailbox ne propose pas seulement de l'e-mail, mais un espace de travail numérique complet, incluant messagerie, visioconférence, stockage cloud, outils bureautiques en ligne, calendrier et gestion des tâches. Une offre qui intéresse aussi bien les particuliers que les professionnels. Dans le développement continu de mailbox, nous tenons compte des besoins de tous les groupes d'utilisateurs.

L'utilisabilité concrète au quotidien est primordiale pour nous. En pratique, cela signifie que mailbox propose un système de messagerie véritablement ouvert et interopérable. Nous soutenons résolument les standards ouverts tels qu'IMAP, POP3, CalDAV et CardDAV. Nos utilisateurs ne sont donc pas liés à des clients propriétaires. Cette flexibilité est un avantage décisif et prévient le vendor lock-in. Par ailleurs, nous avons délibérément opté pour une Progressive Web App, car elle fonctionne sur toutes les plateformes sans dépendre des écosystèmes d'applications traditionnels.

mailbox accorde une grande importance aux technologies de chiffrement. Ce faisant, nous tenons compte de la diversité de nos utilisateurs : nous concevons Mailbox pour des utilisateurs de tous âges et de tous niveaux de compétences techniques. En matière de chiffrement des e-mails, par exemple, cela signifie que Mailbox propose, en plus du chiffrement systématique du transport via TLS, un support direct mais optionnel de PGP et S/MIME.

Nous sommes une entreprise familiale avec une solide réputation et aucun lien avec des investisseurs extérieurs. Nos mesures de sécurité de l'information et de protection des données font l'objet d'audits et de certifications externes.

Nous sommes très fiers d'être certifiés ISO 27001 et BSI C5. La certification C5 confirme que mailbox répond aux exigences strictes du catalogue de critères de conformité pour le cloud computing (C5), développé par l'Office fédéral allemand pour la sécurité de l'information (BSI). Cette certification est particulièrement importante dans des secteurs sensibles comme les administrations publiques et le secteur de la santé.

(A suivre)

Mercedes et les autres constructeurs allemands ont-ils encore des arguments face aux Chinois ?

"Le luxe d'abord". C'était la stratégie de Mercedes jusqu'ici mais le constructeur se heurte désormais à la désapprobation de certains investisseurs et actionnaires qui rappellent à Mercedes le contexte international défavorable, notamment en Chine. Et si l'image de marque et le passif ne suffisaient désormais plus aux Allemands, notamment face aux véhicules électrifiés devenus le terrain de jeu des Chinois ?

Mercedes n'avait peut-être pas saisi l'ampleur de la tâche qui l'attendait lorsque le marché s'est brutalement retourné fin 2023. La sortie du Covid avait été en effet faste pour l'Etoile et bien d'autres marques ou groupes habitués alors à des marges confortables. La tentation fut grande de vendre moins, mais plus cher. Sauf que les volumes perdus depuis n'ont jamais été retrouvés, et la concurrence asiatique devient féroce. Coïncés par leur positionnement haut de gamme, les constructeurs allemands tombent lourdement en Chine, Mercedes en tête.

Lors de la récente assemblée générale annuelle des actionnaires de la marque, tenue le 16 avril dernier, le constructeur à l'étoile a été confronté à une réalité brutale par ses propres investisseurs. Le message est clair : la stratégie "Luxury First", pilier central de l'ère Ola Källenius, pourrait bien devenir le talon d'Achille du groupe sur le marché automobile le plus crucial de la planète. En Chine, le prestige de l'écusson ne suffit plus à masquer un décalage technologique croissant face à une concurrence locale particulièrement agressive.

Ce rappel à l'ordre intervient dans un climat particulièrement morose pour l'industrie automobile allemande. Depuis plusieurs mois, les fleurons que sont BMW, Audi et Mercedes voient leurs parts de marché s'effriter dans l'Empire du Milieu. Ce territoire, qui fut longtemps leur vache à lait et le moteur de leur croissance mondiale, se transforme en un terrain d'hostilité commerciale assez flagrante. La chute des ventes de Mercedes illustre parfaitement ce désamour : après un repli de 19 % l'an dernier avec 552 000 unités écoulées, l'hémorragie s'est accélérée au premier trimestre 2026, affichant une baisse de 27 %.

Le statutaire ou la technologie, le client chinois a choisi

Le constat dressé par Moritz Kronenberger, de l'Union Investment, résonne comme un avertissement pour l'ensemble



du secteur européen. Selon lui, les clients chinois n'achètent plus une tradition ou un héritage, mais une capacité d'innovation immédiate. Le risque pour Mercedes est de devenir le symbole statuaire d'une époque révolue, une relique du luxe thermique face à des acteurs comme BYD, NIO ou Li Auto.

Ces derniers ne se contentent plus de copier les standards occidentaux ; ils les surpassent en proposant des véhicules haut de gamme saturés de technologies embarquées, d'assistances à la conduite de pointe et d'écrans spectaculaires, le tout à des tarifs nettement plus compétitifs. D'aucuns diront que les multiples options hors de prix qui grouillent dans les cata-

logues de Mercedes, Audi et autre BMW font un peu "prétentieuses" face à des Chinois qui misent sur le tout en série. C'est d'ailleurs ce qui avait provoqué la colère de concessionnaires Porsche face à la maison mère qui décidait brutalement de stopper l'activité de certains distributeurs dans un marché en repli pour la firme de Stuttgart.

Les investisseurs critiquent ouvertement la méthode de développement pyramidale historique de Mercedes, qui consiste à concevoir ses innovations pour la Classe S avant de les décliner sur le reste de la gamme. Cette approche descendante, jugée trop lente, est en déphasage total avec la vitesse du marché chinois.

Cité par Automotive News, Tanja Bauer, de Deka Investment, pointe du doigt un "focus trop étroit sur le luxe", une stratégie qui délaisse le cœur du marché où les constructeurs locaux excellent. En privilégiant les marges élevées au détriment des volumes, Mercedes laisse un boulevard à ses rivaux qui, eux, inondent le marché de produits tech-centrés.

Mercedes doit réagir en Chine

Face à cette fronde, la direction de Mercedes-Benz tente de reprendre la main en annonçant ce que le PDG Ola Källenius qualifie de plus grande offensive technologique et produit de l'histoire de la marque. Pour regagner le cœur des consommateurs chinois, le constructeur prévoit de lancer sept nouveaux modèles d'ici 2027. Surtout, Mercedes mise sur une "localisation" massive de sa recherche et développement. Le groupe s'est associé à la firme technologique chinoise Momenta pour concevoir des systèmes de conduite assistée avancés, répondant spécifiquement aux attentes locales en matière d'intelligence logicielle.

L'enjeu est désormais de prouver que l'Etoile peut briller aussi fort par ses algorithmes que par ses ambiances embarquées luxueuses et ses cuirs étendus. Harald Wilhelm, le directeur financier, a tenté de rassurer les actionnaires en fixant des objectifs qu'il juge réalistes : stabiliser les ventes annuelles entre 500 000 et 600 000 véhicules à moyen terme. Toutefois, dans un marché où la loyauté aux marques historiques s'évapore au profit de l'expérience utilisateur numérique, cette reconquête s'annonce périlleuse. Mercedes doit réussir l'impossible grand écart : conserver son aura de luxe tout en adoptant l'agilité d'une start-up de la Silicon Valley, sous peine de voir la Chine, son premier marché mondial, lui échapper définitivement. Et pour ne rien arranger, le marché nord américain est également compliqué depuis le durcissement de ton voulu par Donald Trump à l'égard des Européens.

Il n'y a qu'un constructeur automobile qui parvient à faire tourner correctement ses usines en Europe, mais lequel ?

Les statistiques de taux d'occupation des usines en Europe montrent que la plupart des groupes ont vu leurs usines ralentir la cadence depuis la période d'avant Covid. Avec certains en situation particulièrement alarmante. Un seul géant historique semble parvenir à tenir le niveau de 2019 sans avoir fermé d'usine, mais les statistiques s'arrêtant à fin 2024, il y a probablement eu du changement depuis avec les droits douaniers vers les Etats-Unis.

Pour la première fois de son histoire, Volkswagen va fermer une usine en Allemagne. 88 ans d'histoire, et la succession de crises et d'une pandémie auront eu raison de l'usine de "verre" de Dresde. Un signal forcément inquiétant de la part d'un géant de l'automobile que

l'on pensait à l'abri de tout. Mais jamais le marché automobile européen n'aura connu pareille métamorphose que lors de ces cinq dernières années.

L'arrivée des Chinois en masse qui vont même produire chez certains constructeurs locaux (Leapmotor chez Stellantis en Espagne), l'essor progressif de l'électrification et le déclin massif du diesel, l'explosion des aides à la conduite, l'inflation généralisée dans la vente automobile... cela fait probablement beaucoup à digérer pour certains groupes de distributeurs et constructeurs automobiles.

Entre Stellantis qui se demande ce qu'il doit faire de ses 14 (et même 15, avec Leapmotor) marques, Ford qui a subitement stoppé ses deux stars Focus et Fiesta ou encore Seat

à l'avenir très incertain, les chamboulements sont nombreux. Et dans tout ça, les usines doivent suivre... à la baisse. Avec un quart de volumes en moins, forcément, de nombreux sites de production sont impactés. Mais dans quelle mesure ?

Tous les grands groupes automobiles ont vu leur production baisser entre 2019 et 2024 à l'exception d'un seul, qui est parvenu à quasiment maintenir le niveau d'antan. Un véritable exploit compte tenu du fait que le groupe en question n'a même pas fermé de site.

Il s'agit de BMW : selon les données de Globaldata, le taux d'occupation des usines de BMW en 2019 était de 82 %. Cinq ans plus tard, il tournait à 81 %. Remarquable. Mais les statistiques s'arrêtant à fin 2024, il faudra s'attendre à une baisse plus pronon-

cée en 2025 sous l'effet des droits de douane amplifiés vers les Etats-Unis et la situation en Chine certes moins problématique qu'Audi ou Mercedes, mais tendue quand même.

La dégringolade de Ford, Mercedes chute

La situation est forcément inquiétante pour Ford : en 2019, ses usines tournaient en moyenne à 68 %. Cinq ans plus tard, les sites n'étaient occupés qu'à 22 % de leur capacité totale. La faute évidemment à l'arrêt des Focus et Fiesta qui représentaient le gros des ventes avec le Kuga.

Mercedes fait mieux mais dégringole quand même puisque le groupe allemand est passé d'un taux d'occupation de 85 % (le plus élevé de

l'époque) à 69 %. Même son de cloche pour Stellantis (de 64 à 49 %). Volkswagen limite mieux la casse en perdant 10 points, à 69 %, mais en 2024, le groupe n'avait pas encore entamé les plans sociaux qui touchent notamment l'Allemagne sur plusieurs années.

Il y a donc fort à parier que ces données ont continué à fortement évoluer l'an dernier, et pas franchement dans la bonne direction. Car à en croire la courbe de production automobile européenne dévoilée par Inovev, il y a de quoi s'inquiéter : malgré quelques rebonds épisodiques, la tendance est clairement à la baisse depuis le milieu des années 2000. La France, qui a produit plus de 12 millions de véhicules légers (utilitaires et particuliers) en 2018, n'en fabrique plus que 8 millions en 2025.

Farfelu	↓	Nicolas II fut le dernier	↓	Plante parasite	↓	Frontière entre l'Allemagne et la Pologne	↓	Apaise-ments	↓	Cépage espagnol	↓	Foyers de cheminées	↓
Stupé-fient		Dirigeable		Mot de passe		Nouveau congé				Distancer			
	↳		↓		↓		↓				↓		
Matéria-lité	→							Fils de Noé	→			Clôtures végétales	
Quadri-latère								Astéroïde (85)					
	↳				Consé- cration	→		↓				↓	
					Fer								
Cobalt	→			Un petit cochon	Instruis	↓	Laceras	→					
Oriflamme							Ancienne Allemagne						
	↳			↓	↓		↓						
								Véridique	→				À cet endroit
Acteur américain (James)	→				Neveu de Donald Duck	→				Natifs	→		↓
Épuras					Nanomètre								
	↳				↓			Attrapé	→				
								Esquiva					
Protestai		Groupe de rap français	→			Possessif	→	↓		Vomitif		Petit officier	
	↳					Petite grenouille							
					Ravivé	→	↓			↓		↓	
					Ô ter la vie								
Jamais		Fromage grec	→		↓			Dîme	→				Prénom féminin
	↳	Hurlerment											↓
		↓		Dégou-linée	→						Prénom féminin	Fils d'Aphrodite	
				Fades									
Sélection	→			↓	Exanewton	→		Enraciner	→			↓	↓
Barbouil-leurs					Opiniâtres			Sans compagnie					
	↳			↓	↓			↓					
								Grosses mouches	→				
								Humour					
Relatif aux chevaux		Sélénium	→			Film de Polanski	→	↓			Singulier de Lei	→	
	↳									Ancienne monnaie chinoise	→		
						Supprime	→			Elle peut être de Chine			
Général de Napoléon (Louis)		Gasté-ropode marin	→										
	↳												
					Armée levée	Poème court			Ils sont souvent douillets	→			À l'attaque
					↓	↓			Fondés	→			↓
Effleura	Actinium	Ville de l'Indre	→						Lieu de fouilles				
	↳	↓	↓					Bison d'Europe	→			Regardé	→
Circons-tance	→				Félins à robes tachetée	→							

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Un mort et 259 blessés en 24 heures

Une personne est décédée et 259 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique dimanche, un bilan de la Protection civile. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile de la wilaya de Djanet sont intervenus pour le repêchage d'un homme âgé de 34 ans, noyé dans une mare d'eau au lieu-dit Adissi, commune de Bordj El Haouas, ajoute la même source. Durant la même période, les secours de la Protection civile de la wilaya d'Alger ont procédé à l'extinction d'un incendie qui s'est déclaré dans un appartement dans la commune de Birtouta, causant des gênes respiratoires à 4 personnes.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 27 avril 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



M'SILA

Saisie de plus de 49.000 comprimés psychotropes

La brigade polyvalente des douanes de M'sila, rattachée à la direction des Douanes de Bordj Bou Arreridj a déjoué, en coordination avec des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), une tentative de contrebande de 49.300 comprimés psychotropes de fabrication étrangère, selon un communiqué publié dimanche par ce corps constitué.

Le document indique que l'opération, menée à la suite de l'exploitation d'informations signalant le transport d'une quantité de stupéfiants sur le territoire de compétence, a abouti à la découverte de la drogue soigneusement dissimulée dans des bottes de foin à bord d'un camion. La quantité de psychotropes ainsi que le véhicule ayant servi au transport ont été saisis, et un individu suspect a été arrêté et présenté devant les autorités judiciaires territorialement compétentes, a précisé la même source. Le communiqué de la Douane indique que cette opération, menée avec succès, traduit l'efficacité de la coordination opérationnelle et la vigilance des agents chargés de la lutte contre la contrebande et de la protection de la société.

ALGÉRIE-AZERBAÏDJAN

Les moyens de renforcer la coopération dans les hydrocarbures examinés



Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu, hier à Alger, une délégation parlementaire de la République d'Azerbaïdjan, conduite par le président du groupe parlementaire d'amitié Azerbaïdjan-Algérie et président de la commission de la jeunesse à l'Assemblée nationale, Sahin Ismayilov, en visite de travail en Algérie. Cette rencontre s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de la République d'Azerbaïdjan en Algérie, du président du groupe parlementaire d'amitié « Algérie-Azerbaïdjan » à l'Assemblée populaire nationale, Gharbi Abdelbasset, ainsi que de cadres du ministère.

Les deux parties ont examiné les voies et moyens de renforcer et de développer la coopération bilatérale dans le domaine des hydrocarbures, qualifiée d'excellente et de fraternelle, notamment dans les services aux puits, le développement des gisements, le transport des hydrocarbures, le raffinage et la pétrochimie, ainsi que dans les différentes activités liées à l'industrie pétrolière et gazière.

Les discussions ont également porté sur l'importance du renforcement de la coopération en matière d'échange d'expertises, de formation et de transfert de savoir-faire, en

particulier dans les métiers de l'industrie pétrolière et gazière, afin de développer les compétences humaines et d'améliorer les performances tout au long de la chaîne de valeur. Dans ce cadre, les deux parties ont passé en revue les opportunités d'investissement et de partenariat entre les entreprises des deux pays, notamment entre le groupe Sonatrach et la compagnie nationale azerbaïdjanaise des hydrocarbures SOCAR, à travers les différentes étapes de la chaîne de valeur du secteur. La rencontre a également été l'occasion de rappeler le mémorandum d'entente signé entre les deux pays en novembre 2022 à Alger, ainsi que les moyens de sa mise en œuvre effective, en vue d'ouvrir de nouvelles perspectives de coopération et de renforcer le partenariat stratégique bilatéral au service des intérêts communs. Par ailleurs, les deux parties ont échangé leurs points de vue sur l'évolution des marchés mondiaux du pétrole et du gaz, et ont souligné l'importance de poursuivre la coordination et la concertation dans le cadre de l'OPEP+ ainsi qu'au sein du Forum des pays exportateurs de gaz, afin de contribuer à la stabilité des marchés et à la sécurité des approvisionnements énergétiques.

ÉLECTRICITÉ

Les énergies propres couvrent la moitié de la croissance de la demande africaine

Le mix électrique global de l'Afrique reste dominé par les énergies fossiles, mais la part des énergies propres augmente progressivement, grâce notamment au développement rapide de l'hydroélectricité, du solaire et de l'éolien.

Les énergies propres ont couvert 52 % de la demande supplémentaire d'électricité en Afrique durant la période 2020-2025, grâce notamment à l'entrée en production de nouveaux projets hydroélectriques et à la mise en service de plusieurs centrales solaires et parcs éoliens, selon des données publiées le mardi 21 avril par le think tank spécialisé Ember.

La part des énergies décarbonées dans le mix électrique du continent a ainsi grimpé à 27% durant l'année écoulée. Le gaz naturel reste cependant la principale source d'électricité en Afrique, avec une part de 42% dans le mix électrique global du continent en 2025, en dépit de son coût élevé qui grève les budgets de plusieurs Etats du continent et de l'abondance des ressources renouvelables.

La production d'électricité à partir du gaz a augmenté de 44 % entre 2015 et 2025, les pays producteurs de gaz ayant accru leur recours à ce combus-

tible, notamment en Afrique du Nord (Egypte, Algérie et Libye).

Le charbon constitue encore la deuxième source d'électricité la plus importante, mais sa part est tombée à 24 % de la production totale d'électricité en Afrique. Durant l'année écoulée, la production d'électricité issue de ce combustible très polluant a baissé de 8,1 térawattheures (TWh), soit -3,3 % par rapport à l'année précédente.

Dans le même temps, les énergies renouvelables ont dépassé le charbon pour la première fois, atteignant 26 % de la production totale d'électricité. En 2025, la production des énergies renouvelables sur le continent a crû d'environ 22 TWh par rapport à 2024 (+9,4 %). L'essentiel de cette augmentation provient de l'hydroélectricité (13,5 TWh), de l'éolien (3,97 TWh) et du solaire (+3,87 TWh).

Le potentiel de développement des énergies renouvelables reste cependant énorme. Bien que l'Afrique soit la région la plus ensoleillée du monde, l'énergie solaire représentait moins de 4 % du mix électrique africain l'an passé. Le continent ne représentait par ailleurs que 1,4 % de la production solaire mondiale en 2025.

Agence

سيبسا
أولبوما
المعرض الدولي لزراعة الزيتون
SALON INTERNATIONAL DE L'OLEICULTURE

SIPSA®
Oleomed

SECTEURS D'ACTIVITÉS
DES EXPOSANTS :

- Semences et plants d'olivier
- Matériel de récolte d'olives
- Équipements pour l'industrie de l'huile d'olive
- Équipements pour l'industrie de l'olive de table
- Production d'olives de table
- Production d'huile d'olives
- Valorisation des sous-produits oléicoles

DU 18 AU 21 - MAI 2026
PALAIS DES EXPOSITIONS
SAFEX - ALGER

Pavillon OLEOMED

PROMOUVOIR L'OLÉICULTURE, LA PRODUCTION
ET TRANSFORMATION DANS LE SECTEUR OLÉICOLE

COINCIDE AVEC:
SIPSA® FILAHA INNOV®
AGROFOOD INCUBATOR

Partenaires :

www.sipsa-filaha.com

RESERVEZ VOTRE STAND